

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 422 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**- le prolétaire -**  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li  
**- programme communiste -**  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

**- il comunista -**  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.:10FF, 40FB, 5FS, 2000Li  
**- el programa comunista -**  
Revue théorique en espagnol  
Unexpl.:20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

**- le prolétaire -**  
**No 422**  
Juillet-Août-Sept. 1993  
30<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

- Allemagne: combattre le racisme et la xénophobie, c'est combattre le capitalisme sous toutes ses formes politiques
- Mauvaise manière de défendre les revendications immédiates
- Lutte Ouvrière, agent de la propagande réformiste
- La longue lutte des travailleurs de Sopalin
- Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- Carmaux, le front unique des adversaires de la lutte prolétarienne

## Pour une riposte prolétarienne à l'offensive anti-immigrés

Les premières décisions du gouvernement Balladur ont été pratiquement les mesures annoncées à grand fracas contre les étrangers: durcissement du code de la nationalité, «rétablissement» des contrôles policiers des étrangers, chasse aux travailleurs dits «clandestins», assimilation de la délinquance et du trafic de la drogue à l'immigration, objectif affiché d'«immigration zéro». Nous ne reviendrons pas sur le détail des mesures annoncées d'une part parce qu'elles peuvent encore varier - leur examen parlementaire n'étant pas encore achevé fin juin - et surtout parce que le plus important réside moins dans les mesures elles-mêmes que dans le climat qu'elles ont le but de créer dans la population en général et la classe ouvrière en particulier, parmi les étrangers eux-mêmes ainsi que parmi les forces de répression. Par exemple les mesures contre la polygamie ne concernent au plus que quelques milliers de familles, de même que les mesures qui veulent empêcher des femmes algériennes nées à l'époque de la colonisation et qui viendraient accoucher en France pour que le fils acquière la nationalité française. Mais elles ont été largement répercutées par les médias pour alimenter les sentiments xénophobes.

Si ces mesures vont toutes dans le sens du durcissement, elles ne marquent aucun changement qualitatif par rapport à la situation antérieure. Par exemple le contrôle policier «au faciès» des étrangers était largement pratiqué avant d'être officialisé par Pasqua. Le meilleur témoignage en est les réactions initialement favorables de l'opposition de gauche à l'esprit de ces mesures. Au nom du PS Jack Lang a affirmé qu'un consensus était possible pour accentuer la lutte contre les «clandestins» (c'est-à-dire les travailleurs étrangers sans papiers ou en situation irrégulière); L'Humanité du 2 juin

( Suite en page 2 )

## «ON NOUS A JETTES COMME DES VIEUX CHIFFONS»

C'est l'exclamation des ouvrières de l'entreprise TANDEM en Vendée. Le lundi 10 mai, «la voix du PDG de l'entreprise diffusée par des hauts parleurs résonne dans l'atelier. «Pour permettre la continuité de l'entreprise, nous devons procéder à 34 licenciements. Vous pouvez vous déplacer et consulter les listes» déclare-t-il, invisible au personnel. Il est 16h 30, l'heure de la débauche [sortie]. Un

Le PDG assure que le nombre restant dans cette petite entreprise de confection est «adaptée» à sa capacité productive... Jusqu'à ce qu'une nouvelle charrette de licenciements élimine des ouvrières trop usées. Le journal écrit aussi que les ouvrières ont eu un quart d'heure pour prendre leurs affaires, alors que chez SKF quelques semaines auparavant les licenciés avaient

eu droit à une heure.

**ASKFLESSYNDICATSFONTLE  
JEUDELADIRECTION**

Dans le cas de la SKF dont les médias ont beaucoup parlé, le 17 mai 35 travailleurs sont convoqués individuellement à la direction pour apprendre leur licenciement avec effet

Comité d'Entreprise réuni à 15 heures, s'était achevé une heure plus tard. Ses membres étaient allés punaiser des feuilles sur les placards réglementaires. 34 noms y sont déclinés. Les ouvrières se lèvent et vont consulter les listes. Y figure une majorité d'anciennes, plus de 15 ans à travailler (...). L'une d'elles totalise même 25 ans de présence» rapporte le quotidien local (1).

immédiat. La direction a même fait appel à des taxis pour amener les licenciés à une agence de travail ou chez eux... Certains travailleurs ont refusé de les prendre. Cette affaire de taxis a été montée en épingle de tous côtés comme une provocation de la direction envers ceux qu'elle renvoyait. Les bonnes âmes

( Suite en page 2 )

## Italie: la bourgeoisie à la recherche d'un gouvernement fort

La victoire retentissante du «oui» lors du référendum du 18 avril dernier sur le changement du mode de scrutin électoral (passage à un scrutin de type majoritaire en remplacement du scrutin proportionnel) a été élevée pratiquement à la hauteur d'un tournant historique pour la vie politique italienne. Beaucoup (évidemment parmi ceux qui avaient appelé à voter oui) ont parlé de «révolution», de passage à une «deuxième république», à un «régime des citoyens» remplaçant une «partitocratie», à la fin de la corruption grâce à la fameuse campagne judiciaire «manipulite» («mains propres»).

Et c'est ainsi qu'une fois de plus les champions de la farce électorale, les illusionnistes du cirque démocratique ont obtenu un éclatant succès. Avec le «oui» à un système «majoritaire» les électeurs ont indiqué aux forces politiques de «l'éventail constitutionnel» qu'elles doivent observer une nouvelle règle parlementaire. Et ainsi le pouvoir, la façon d'agir dans les institutions, les comportements envers les électeurs, et même les structures organisationnelles des partis devraient se modifier de façon à ce que disparaissent toutes les pratiques clientélistes.

La Démocratie Chrétienne, le PSI, le PDS (Parti Démocratique de Gauche, l'ex-PCI), tous les grands partis qui depuis cinquante ans ont servi la classe bourgeoise se sont fracassés sur un ensemble de difficultés objectives et subjectives apparues dès la grande crise capitaliste de 1974-75 et qui ont peu à peu sapé leurs forces, qui étaient aussi les forces de la démocratie italienne.

**LACORRUPTION,  
UNMALNECESSAIRE**

Il n'existe pas dans le monde un seul pouvoir politique, une seule institution publique qui soit indemne d'affairisme, de clientélisme, de corruption, qui ne soit périodiquement secoué de scandales, qui ne soit l'arène des rivalités acharnées entre diverses fractions bourgeoises, entre divers «lobbys», entre divers centres de pouvoir économique et financier. De ce point de vue

l'Italie, par rapport à des pays dits du Nord ne présente qu'un tableau plus embrouillé, plus compliqué, plus fractionné. En raison de causes historiques, d'habitudes politiques acquises depuis longtemps, la bourgeoisie italienne - unifiée non à l'occasion d'une révolution anti-féodale comme en France ou en Grande-Bretagne, mais par l'action du fascisme, c'est-à-dire la forme ouvertement dictatoriale du capitalisme moderne - n'arrive à gérer le pouvoir politique que de façon oblique, par l'art de la magouille, des méthodes jésuitiques, de la combinaison, qui nécessitent des hiérarchies tortueuses dont chaque échelon s'appuie sur une parcelle de «pouvoir». Elle n'est pas capable de gérer le pouvoir politique sans un clientélisme généralisé grâce auquel l'influence sur les électeurs, sur la population, se construit sur des rapports «personnels», sur des «recommandations», sur une chaîne de relations qui va de l'honorable sénateur jusqu'au cousin de l'épouse du chauffeur de l'adjoint du village le plus reculé de la montagne. Et c'est sur des chaînes de relations de ce genre que se sont organisées les familles mafieuses, étroitement imbriquées, ce n'est pas par hasard, avec les familles politiques et financières de la Péninsule.

Personne ne s'est étonné que pendant cinquante ans les partis - tous les partis présents au Parlement - n'ont cessé de se

( Suite en page 4 )

## Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire (2)

La première partie de cet article est parue dans le numéro 420.

**LACRISE DE 80-82, SUITE  
LOGIQUE**

La crise de 1980-82 sera la conséquence logique de celle de 74-75, en particulier pour ce qui est de l'économie de crédit qui débouchera sur une crise d'endettement mettant en péril le système financier et bancaire mondial, et réduisant le marché mondial en raison de l'insolvabilité soudaine de nombre de pays. La situation sera rendue plus difficile par l'arrivée en force de jeunes capitalistes d'Asie, exacerbant encore la concurrence. La Corée, Taiwan, Hongkong, mais aussi de plus en plus de pays de l'Asie du Sud Est, sous l'impulsion du capital japonais, deviennent des concurrents sérieux et qui plus est, non affectés par la crise de la dette et placés dans une zone de marché plus difficile à pénétrer pour l'occident et qui comprend l'immense marché potentiel de la Chine que tous convoitent.

Le capitalisme affrontera cette deuxième vague de crise avec des moyens déjà soumis à rudes épreuves. En plus des marchés bouchés, des taux de profit en baisse (les bourgeois parlent de «rendement du capital»), des dettes, et des risques pour la paix sociale, venaient s'ajouter d'autres phénomènes aggravants comme celui d'une masse

( Suite en page 6 )

## Pour une riposte prolétarienne à l'offensive anti-immigrés

( Suite de la page 1 )

écrivait en commentaire des projets Pasqua que «l'arrêt de l'immigration est devenu une nécessité pour épargner des souffrances, des humiliations, des détresses» pour des «considérations humanistes [qui] n'ont rien à voir avec les motivations du ministre de l'Intérieur». L'hypocrisie du PCF et du PS est, comme de juste, plus grande et plus répugnante encore que celle d'un Pasqua, d'autant plus que ces deux partis ont appelé à la manifestation du 19 juin contre les mesures gouvernementales! Ce que savent parfaitement ces humanistes, c'est que l'immigration est officiellement arrêtée depuis plus d'une décennie et que appeler à son arrêt maintenant comme si ce n'était pas le cas et au renforcement de la chasse aux «clandestins», revient à apporter une aide précieuse aux autorisés et aux racistes qui crient à l'invasion étrangère, et renforce les sentiments xénophobes et chauvins auxquels adhère l'aristocratie ouvrière et qu'elle diffuse dans toute la classe. Sans la participation active de ces grands partis et de leurs organisations satellites qui encadrent la classe ouvrière à la propagation du chauvinisme, du sentiment de supériorité raciale et de la xénophobie, l'offensive gouvernementale contre les immigrés serait condamnée à l'échec.

Pasqua a reconnu que son slogan «immigration zéro» était irréalisable et certaines autres mesures seront inapplicables faute d'effectifs ou de moyens suffisants. Mais le but véritable réside moins dans ces mesures en elles-mêmes que dans le fait de désigner ouvertement les étrangers comme des gens dangereux, responsables de la délinquance et du chômage, qui menacent la collectivité nationale, toutes classes confondues. Face aux étrangers, tous les français, prolétaires ou patrons, auraient un même intérêt national à défendre: c'est sur cette idéologie nationaliste habituelle que s'appuie l'offensive contre les travailleurs étrangers menée par le gouvernement et soutenue dans les faits, en dépit de leur prétendu désaccord, par toutes les formations de la collaboration de classes.

Les autorisés ont révélé une statistique selon laquelle 30% des détenus dans les prisons seraient d'origine étrangère. Mais si l'on se rappelle que d'après des chiffres datant des milieux des années 80, 10% au moins des détenus sont des travailleurs étrangers en situation irrégulière ou en instance d'expulsion, «délict» qui n'a pas d'équivalent pour les français; si l'on se souvient que les prévenus et accusés étrangers connaissent beaucoup plus fréquemment la prison préventive et des condamnations sys-

tématiquement plus sévères; et qu'enfin l'écrasante majorité des détenus appartient aux classes dites «dangereuses», aux classes laborieuses, on constate que la proportion de personnes d'origine étrangère dans les prisons correspond à la proportion d'étrangers dans la classe ouvrière, en tenant compte du fait qu'un immigré ou un jeune d'origine étrangère sera plus systématiquement soumis aux suspicions et contrôles policiers qui débouchent très souvent sur des gardes à vue et inculpations pour rébellions aux forces de l'ordre.

Faire des travailleurs étrangers les bouc-émissaires de la crise est un vieux truc de la bourgeoisie de tous les pays, que l'Etat français a déjà mis en oeuvre à grande échelle, dans les années trente par exemple. Rappelons que c'est une majorité parlementaire de «Front populaire» qui avait procédé à des renvois d'ouvriers étrangers, suivant parfaitement l'exemple des majorités de droite antérieures et en phase avec les campagnes d'hystérie chauvine des médias nationalistes d'extrême droite. Sa conséquence est l'affaiblissement de la classe ouvrière paralysée par sa décision entre travailleurs autochtones et travailleurs étrangers. La fraction immigrée de la classe ouvrière, en butte à des pressions policières et extra-policieres de tous ordres, et en l'absence de solidarité effective de ses frères de classe français, est condamnée à la docilité face aux patrons. Lorsque Pasqua maintient cet objectif de l'«immigration

zéro» tout en reconnaissant qu'il est irréalisable, il fait la démonstration que la bourgeoisie n'entend pas se priver des travailleurs immigrés, et même pas des «clandestins» puisque le gouvernement, sans aucun doute sous la pression des entreprises du BTP, voulait supprimer les sanctions contre les patrons qui en emploient (le Parlement les a rétablies, mais nous pouvons parier qu'elles resteront lettre morte). Mais si elle a besoin de la main d'oeuvre immigrée, elle veut que ce soit une main d'oeuvre soumise; et c'est pourquoi elle s'efforce de la maintenir en permanence dans l'insécurité, dans ce que nous avons appelé un véritable état d'exception par une pression policière et extra-policier permanente.

Le gouvernement Balladur avoue que la situation économique déjà pas fameuse ne risque pas de s'améliorer rapidement. Il ne cesse d'annoncer des quantités supplémentaires de chômeurs (maintenant il est prévu 600.000 chômeurs supplémentaires à la fin de l'année), alors que les instituts dits de prévision économique ne cessent de revoir à la baisse leurs «prévisions».

Ce discours a bien évidemment la fonction précise d'inciter les prolétaires à se tenir tranquilles pour éviter de perdre leur emploi. Mais faire peur ne peut suffire. La bourgeoisie se prépare tout à fait consciemment aux difficultés sociales qui ne manqueront pas, en allumant d'ores et déjà des contre-feux. Et le premier et le plus important est celui de la division entre races et nationalités, attisé encore par l'intoxication chauvine permanente.

Ce n'est qu'en se rendant compte de leur nature anti-prolétarienne qu'il est possible de saisir le sens des mesures Pasqua, et de comprendre quelle doit être l'orientation de la riposte.

La grande alliance anti-raciste qui a organisé la manifestation du 11 juin ne pouvait par nature comprendre que l'attaque contre les étrangers fait partie de l'offensive anti-prolétarienne menée par la bourgeoisie et appliquée par ses différents gouvernements, de droite ou de gauche. Elle ne le pouvait pas, puisqu'en faisant partie des organisations comme le PCF qui ont une responsabilité de premier ordre dans les attaques anti-immigrés, ou des champions de paix sociale qui consacrent tous leurs efforts à paralyser la classe ouvrière et à éviter les affrontements.

Son cri de ralliement était donc «l'intégration». Il s'agit d'une carotte que la bourgeoisie fait miroiter aux prolétaires immigrés, mais cette notion répond aussi au souci de certains milieux bourgeois, humanistes et curés, qui, conscients que la fraction immigrée de la classe ouvrière est trop peu intégrée aux mécanismes de la paix sociale, craignent que de simples mesures policières ou l'aggravation des discriminations non seulement soient à la longue insuffisantes, mais risquent également de rendre la situation explosive.

Il est inutile de dire qu'une riposte sur cette base est plus qu'insuffisante: elle est en fait nuisible car elle entraîne les réactions spontanées des prolétaires dans l'impasse fatale du soutien à une alternative 100% bourgeoise et de les stériliser donc dans la collaboration des classes au nom de la préservation de la «démocratie», c'est-à-dire de la société capitaliste idéale.

Le prolétariat devra écarter le mensonge doucereux de l'interclassisme anti-raciste démocratique et de paix civile qui est pour lui tout aussi mortel que le mensonge de l'interclassisme nationaliste et raciste. Il lui faudra retrouver sa seule voie de salut qui est la voie de la guerre de classe, de la solidarité prolétarienne entre travailleurs de toutes races et de toutes nationalités pour briser le capitalisme, tous ses Etats nationaux et leurs frontières.

**- Pour une riposte prolétarienne à l'offensive anti-immigrés**

**- Non au contrôle de l'immigration, non à la fermeture des frontières, non au nationalisme**

**- Vive la lutte révolutionnaire de classe internationale.**

## «ON NOUS A JETTES COMME DES VIEUX CHIFFONS»

( Suite de la page 1 )

se sont scandalisées du «cynisme» patronal. De son côté la Direction a assuré hypocritement que les convocations individuelles et les taxis étaient en quelque sorte des gestes humanitaires envers les licenciés.

Dans la réalité il y a tous les jours des licenciements; de plus en plus ce sont des «licenciements-minute», à effet immédiat, sans que les patrons se soucient de prendre des gants: c'est le cas en particulier des travailleurs à contrat déterminé qui perdent leur travail à l'expiration de ce contrat. Ce qu'il faut condamner et combattre ce n'est pas la forme que prennent ces licenciements, mais les licenciements eux-mêmes.

A l'usine SKF de Saint Cyr (dans la banlieue de Tours) qui comporte 1100 salariés, les patrons ont bonne mémoire. L'entreprise a connu pas moins de 14 plans sociaux depuis 1975. En 1979, alors qu'il y avait plus de 2000 travailleurs, l'usine a connu trois semaines d'occupation. En 1983-86, c'est l'établissement d'Ivry qui a connu trois ans de lutte et d'affrontements et le PCF avait voulu en faire une démonstration d'attachement aux luttes ouvrières. Le plan social de cette année qui prévoit 5.000 disparitions d'emploi dans ce groupe suédois, a donc été préparé avec soin. Selon «Le Monde» (2): «Le procédé du licenciement-express» semble avoir été soigneusement élaboré. Depuis l'annonce du plan social en février les noms des futurs licenciés étaient tenus secrets, les syndicats ne semblent pas les avoir réclamés non plus». La CGT, très majoritaire (63% des voix) «fait pression sur les élus locaux, la préfecture, pour le maintien de l'emploi», mais ne cherche pas à mobiliser les travailleurs.

Lors du C.E. du 28 avril la Direction apprend aux syndicats que les licenciements auraient lieu «à partir du 15 mai et que les intéressés quitteraient l'usine «au plus vite»». Quelle est la réaction des bonzes syndicaux?

- «Attention, pas de procédé expéditif» avait exigé la CFDT. Et c'en était resté là». Les élus «ont cru comprendre que les gens partiraient dans la journée, mais pas dans l'heure» affirme un délégué CFDT. Mais ils n'ont pas réagi pour autant... Les prétendus défenseurs des travailleurs

laissent ceux-ci dans l'ignorance pour que la Direction réussisse son coup. Le journal ne le précise pas, mais il est évident que les patrons avaient dû chapitrer les élus syndicaux pour qu'ils tiennent leur langue afin que les travailleurs puissent être pris par surprise, afin d'éviter la résistance de ceux-ci et des troubles. C'est ce que confirme involontairement la secrétaire (CGT) du C.E., lorsqu'elle dit: «SKF est une poudrière. Nous avons prévenu (sic!) que le jour où il y aura une explosion, les syndicats ne l'arrêteront pas». Les syndicats redoutent eux aussi ce péril d'explosion et ils en avertissent les patrons (il ne vient pas à l'idée à ces pompiers sociaux d'avertir les travailleurs du coup préparé par la Direction). La Direction prévenue donc, au cas où elle l'aurait oublié, savait qu'il lui fallait bien préparer son coup, frapper vite pour éviter les réactions. Les fameux taxis qui ont fait couler tant d'encre et s'épancher tant d'indignation factice, n'avaient pas d'autre but que de faire déguerpir au plus vite les licenciés.

Les syndicats ont été les alliés directs de la Direction, et certains travailleurs leur ont fait sentir, comme le reconnaît le délégué CFDT. Le délégué CGT se confesse: «Nous avons été lâches. Je ne pouvais pas croiser le regard d'un licencié», tandis que le pour délégué FO., c'est au fond la faute des travailleurs eux-mêmes: «Ils auraient dû d'eux-mêmes sortir des ateliers, entourer les licenciés, bloquer les taxis». L'aveu est précieux. C'est l'aveu que les prolétaires ne peuvent pour se défendre, compter que sur leur propre détermination, sur leur propre organisation pour résister aux sales coups des patrons, et pas sur les professionnels de la collaboration avec les patrons.

Le lendemain des licenciements une filiale de SKF de Vendée débraye en solidarité, mais à Saint Cyr les syndicats se contentent de... ne pas participer à la réunion du C.E. (il a dû en coûter à ces Messieurs). Il faudra attendre 10 jours pour que soit organisée une manifestation de solidarité avec les licenciés...

SKF, TANDEM et tant d'autres entreprises grandes ou petites connaissent des séries de licenciements avec l'aggravation de la crise économique capitaliste et l'offensive anti-ouvrière qui en est la conséquence de la

part de la bourgeoisie. Ce ne sont plus seulement les jeunes, les intérimaires qui vivent désormais dans la précarité, sans savoir s'ils auront demain un emploi. Des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière, y compris des travailleurs qui se croyaient protégés par leur ancienneté, qui connaissent l'insécurité, l'instabilité (qui selon Marx est le propre de la condition ouvrière), qui deviennent en fait des **précaires**.

Mais des exemples comme celui de SKF montrent aussi que la bourgeoisie et ses valets dans les syndicats redoutent les réactions ouvrières. «Le Monde» que nous avons cité s'effraie que «la société est aujourd'hui à la merci d'incidents sociaux aussi foudroyants qu'imprévisibles».

Ce que nous prévoyons, nous, c'est que des mouvements de colère des travailleurs sont inévitables face à l'impudence bourgeoise. Mais pour que ces mouvements soient plus que des «incidents sociaux», pour qu'ils donnent naissance à une véritable lutte de défense, il faudra que les ouvriers les plus combattifs réussissent, face au front uni de la bourgeoisie et des forces de la collaboration des classes dans le prolétariat, à jeter les bases des premiers éléments de l'organisation de classe pour la lutte économique immédiate, et à s'atteler à la reconstitution du parti de classe à l'échelle internationale.

Et ce sera à ce moment aux patrons et à leur larbins de voir avec terreur s'approcher le moment où ils seront à leur tour **jetés comme de vieux chiffons!**

(1) cf «Ouest-France», 10/6/93.

(2) cf «Le Monde», 23/6/93. Une ouvrière raconte: «Quand elle a vu le responsable s'approcher d'elle, elle a crié en s'agrippant à sa machine». Un quart d'heure plus tôt l'homme était venu chercher un ouvrier pour le licencier. «On était en larmes, pétrifiées. Ma camarade a demandé à voir le délégué. Il n'y a pas de temps à perdre, lui a-t-il dit. Puis il l'a emmenée dans un bureau. Quand elle en est ressortie, elle ne tenait plus sur ses jambes. On lui a remis ses papiers à l'infirmerie. Tout l'atelier avait peur que le responsable revienne pour reprendre l'un de nous. Moi je m'étais préparée à réagir violemment et j'avais honte d'avoir laissé ainsi partir ma camarade».

Ce serait le rôle d'un véritable syndicat de classe de ne pas laisser les travailleurs isolés face au patron, mais de les **préparer** pour qu'ils puissent réagir et lutter collectivement.

# Allemagne: combattre le racisme et la xénophobie, c'est combattre le capitalisme sous toutes ses formes politiques

Pendant la période euphorique qui a suivi la chute du mur de Berlin, les prolétaires ont été abreuvés de discours tous plus vibrants les uns que les autres sur l'Allemagne retrouvée et sur la fin du cycle vexatoire d'après guerre; mais très vite, sont apparues les réalités de cette réunification. L'Allemagne de l'Est, malgré tous les encenseurs du «socialisme» à l'Est qui faisaient croire à une industrie et une économie compétitive en RDA, n'était qu'une épave industrielle capable de naviguer sur les eaux protégées de l'ancien COMECON, mais bien incapable de rester à flot face à la très performante économie de l'Allemagne de l'Ouest et face aux exigences d'un marché international toujours plus tendu.

Le coût de la réunification s'est donc révélé extrêmement élevé et le restera encore longtemps. Le financement de la réunification ne pouvait être réalisé sans que la classe ouvrière, directement productrice des profits du capital, ne soit mise largement à contribution, donc sans que soient remis en question l'ensemble des acquis salariaux et sociaux dont les prolétaires allemands avaient pu bénéficier durant les dix dernières années. La pression générale ainsi exercée sur les prolétaires de l'Ouest et de l'Est, le changement brutal des conditions de vie et de travail, caractérisé par le chômage et l'insécurité de l'emploi, pour les travailleurs de l'Est, la concurrence accrue sur le marché du travail de cette nouvelle masse de travailleurs co-nationaux pour les prolétaires de l'Ouest, l'incertitude totale de l'avenir pour tous, ne pouvait que provoquer une vague de xénophobie et de racisme dans la population allemande et au sein du prolétariat en particulier.

Les attentats des néo-nazis - perpétrés avec la sympathie non dissimulée d'une partie des prolétaires et de la population - se sont brutalement accélérés. Sans vouloir dresser un tableau exhaustif de ces crimes, rappelons quelques faits. En septembre 1991 à Hoyerswer, 600 néo-nazis s'attaquent à un foyer de demandeurs d'asile, où vivent 230 personnes, mozambicains, roumains et vietnamiens. En août 1992, pendant une semaine à Rostock-Lichtenhage, 200 néo-nazis s'attaquent à un foyer de demandeurs d'asile. Les 6 policiers envoyés sur les lieux se contenteront de prendre acte sans se mouiller pour faire cesser l'agression. Ils seront par contre 3000 policiers lors de la manifestation antiraciste - pourtant très démocratique et sage - du 29 août. Le 23 novembre 3 personnes périront carbonisées dans un attentat à Möllm. Au cours de la seule année 1992, 4100 «délits» connotations xénophobe ou antisémite seront comptabilisés, faisant en tout 17 morts et 850 blessés.

À la fin de l'année, les démocrates antiracistes vont donc se mettre en mouvement et organiser toute une campagne de manifestations pacifiques, silencieuses ou musicales, agrémentées du spectacle nocturne charmant mais bien inoffensif des petites lumières des bougies. Le 8 novembre, à Berlin eut lieu une grande manifestation, puis à Munich le 6 décembre, à Frankfurt le 13 décembre avec un concert, à Hambourg et à Constance. 1.600.000 personnes participèrent à ces grandes messes de la démocratie et de «l'égalité».

Le dernier attentats meurtrier est celui de Sollingen où 5 personnes dont des enfants trouvèrent la mort, prisonniers des flammes vengeresses d'un petits groupe de jeunes racistes.

Les causes de cette vague de racisme en Allemagne, mais ailleurs le phénomène est très proche, doit être cherché dans la crise capitaliste qui a jeté sur le pavé des millions de prolétaires et désécurisé les classes intermédiaires. Le chômage a atteint des sommets depuis la réunification. En ex-RDA, sur les 10 millions de places de travail d'avant 1989, 5 millions ont disparues en quelques années.

Au 1,4 millions de chômeurs officiels, il faut en effet ajouter 400.000 personnes que l'Etat a garé dans les Travaux d'Intérêt Public, 900.000 personnes en «stage» (donc aussi sur une voie de garage pour ne pas entrer dans les statistiques du chômage) et 750.000 autres parties en préretraite. Si l'on ajoute à ces chiffres les 400.000 travailleurs nouvellement établis à l'Ouest et les 600.000 pendulaires qui travaillent à l'Ouest mais habitent à l'Est et que l'on rajoute toutes les autres catégories non comptabilisées, comme les femmes retournées au foyer, on arrive effectivement à ce chiffre de 50% des emplois supprimés. Le processus de suppression des places de travail n'est pas terminé pour autant, et le chiffre de 4 millions de place de travail restantes dans un proche avenir est déjà annoncé.

Quant à l'Ouest de l'Allemagne, le chômage touche 1,8 millions de travailleurs (chiffres 1992). Le gouvernement s'attend à une recrudescence du chômage pour l'année prochaine et parle de 4 millions de chômeurs pour 1994, certaines autres analyse ministérielle parlent même de 5 millions de personnes touchées. À ce niveau là, la réfection des routes et des télécommunications qui fournissent les TIP ne suffiront vraiment plus à cacher la réalité.

Autre signe de la décrépitude sociale du capitalisme allemand: les sans-abris se sont multipliés aux cours de ces dernières années pour être 500.000 aujourd'hui. À ceux-là il faudra ajouter les 200.000 personnes qui attendent prochainement leur expulsion du logement qu'elles occupent.

Mais c'est évidemment en ex-RDA que la crise est plus brutale. Le «monde diplomatique» d'octobre 1992 notait que: «Le niveau actuel de la production industrielle atteint à peine le tiers de celui de 1989 alors que le produit intérieur brut (PIB) s'est réduit de plus de la moitié en deux ans. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée brute de l'ex-RDA est passée de 60% à 30% entre 1989 et 1991, alors que la valeur ajoutée agricole a chuté des deux tiers»(1).

Les investissements privés de l'Ouest vers l'ex-RDA ne se montrent pas à la hauteur et n'ont pas l'impact que la bourgeoisie avait laissé entendre dans sa propagande pour la réunification. C'est l'Etat ouest allemand qui est de loin le plus grand investisseur à l'Est, mais dans des domaines qui concernent essentiellement l'infrastructure des nouveaux Länders. Le transfert des fonds étatiques de l'Ouest à l'Est s'élevait à 140 milliards de Deutschmarks en 1991 et à 180 milliards l'année suivante. Les entreprises privées n'investissaient dans le même temps que 15 et 27,5 milliards. Préférant produire à l'Ouest pour vendre à l'Est, les entreprises allemandes de l'Ouest se sont largement engraisées des deniers de l'Etat. La situation actuelle des finances publiques s'est donc considérablement aggravée. En 1995, la dette atteindra 2000 milliards de DM, alors qu'elle était de 929 en 1989, et elle se situera aux alentours de 2500 milliards en l'an 2000. Mais dès 1993, elle frise déjà près du 50% du PIB. Le capital allemand a amorcé une nouvelle bombe, dont le simple allumage a déjà fait trembler toute l'Europe, au point que les capitalistes allemands sont montrés du doigt par leurs rivaux comme les fauteurs de crise en Europe. La seule façon pour le capital allemand de se tirer d'affaires a été de s'attaquer directement aux salaires des prolétaires et d'accroître les charges fiscales et sociales; il ne peut en être autrement sous le système capitaliste.

Face à cette situation d'aggravation de leurs conditions d'existence, les prolétaires allemands ont réagi par la lutte, mais en subissant toutes les trahisons de leurs organes syndicaux et de leurs «représentants» officiels dans les entreprises et services publics. Les différents mouvements de lutte et les grèves (métallos, services publics en

1992 à l'Ouest, métallos cette année à l'Est) ont toutes été marquées par la trahison syndicale directe. La bonzerie syndicale, par ses compromis misérables, a soit réussi à empêcher les grèves de démarrer, soit à réussi, malgré l'opposition de la majorité des travailleurs (services publics), à faire cesser les grèves sans satisfaire aux revendications des grévistes. Cette action de sape des grandes centrales syndicales s'exerce autant sur les revendications ouvrières, qui sont systématiquement dénaturées et soldées pour parvenir à tout prix à un accord rapide avec les patrons, que sur les questions d'organisation en confinant des luttes à la catégorie, au secteur et aux anciennes limites géographiques entre l'Est et l'Ouest et en empêchant toute possibilité d'organisation à la base des luttes, pour ne pas perdre leur contrôle.

Ce que nous pouvons craindre, si aucune réaction classiste de large échelle ne se manifeste en bousculant et rejetant l'encadrement syndical et politique de la social-démocratie et de toutes ses «alternatives» de «gauche» qui ne font en fait que reproduire les vieux schémas réformistes, est que la classe ouvrière ne s'use en luttes vaines, ne se démoralise face à des situations qui lui sembleront perdues d'avance. Pourtant les luttes, à défaut d'apporter toujours satisfaction matérielle des revendications, agissent nécessairement sur l'essentiel, c'est-à-dire comme **facteur d'union** des catégories nationales, raciales, professionnelles, etc., et brisent ainsi les tendances au fractionnement, au rejet des uns par les autres pour des questions de races, de nationalités, de corporations, de religions, de langues, etc. La classe ouvrière ne surmonte jamais ses divisions par l'effet de la simple propagande, fût-elle communiste et révolutionnaire. Elle a besoin de la force attractive et unificatrice des luttes dans lesquelles toutes les catégories se retrouvent unies fraternellement vers un but unique, pour abattre les barrières de toutes sortes qui la fractionnent au profit exclusif de la bourgeoisie et de ses agents.

C'est la reprise de la lutte de classe qui amènera les prolétaires à se réapproprier les moyens de se défendre contre le racisme et la xénophobie. C'est avec leurs méthodes de lutte de classe qu'ils pourront combattre les bandes de nerfs extrémistes, c'est-à-dire non pas en déambulant pacifiquement dans les rues, mais en utilisant l'autodéfense et la violence de classe. Dans ce combat ils se heurteront nécessairement à tous les démocrates, effrayés de la violence de la classe exploitée, mais à genoux devant celle de l'Etat.

Pour les bourgeois et petit-bourgeois, pétris des principes des droits de l'homme, expliquer cette vague xénophobe, raciste et antisémite consiste, à rechercher ses causes fondamentales dans la psychologie et l'éducation de masse d'une population désemparée et désorientée. Le remède doit donc être de même nature, psychologique et pédagogique, que les causes. La lutte contre les mécréants racistes est donc à leurs yeux affaire de symboles et d'idées. À la violence ouverte et affirmée des jeunes skins, ils opposent la «force tranquille» des images de paix et de béatitude des foules brandissant leurs petites lumières et se prenant la main dans de longues chaînes humaines très médiatiques. Bien sûr les analystes bourgeois remontent au chômage et à l'insécurité matérielle croissante des classes sociales dites inférieures pour faire apparaître les causes de cette vague raciste, mais leur matérialisme s'arrête à extirper de leurs études quelques relations de cause à effet entre la situation matérielle et les idées racistes, pour ensuite retomber dans les lourdes illusions d'un traitement éducatif, social, psychologique du problème, qui ne touche surtout pas à un seul cheveu de

cette société qui a produit de ses tripes mêmes cette racaille déferlante.

Les causes du racisme, de l'exacerbation du nationalisme dont il est issu, et de toute autre idéologie de ce type, résident dans les fondements même de la société bourgeoise et à ce titre **ne peuvent être éliminés sans que l'on s'attaque à cette société elle-même.**

En Allemagne, la situation est claire, la police reste totalement passive devant les attentats racistes - ce qui fait dire aux pacifistes et amateurs d'«alternative» que la police «ne fait pas son boulot» (qui on le sait est de réprimer les prolétaires et de maintenir les travailleurs immigrés dans la terreur du refoulement et de l'expulsion). Ce n'est pas de la police, la trique de l'Etat bourgeois, que l'on doit attendre la défense des immigrés, sa fonction est de défendre les intérêts du capital national et elle n'agit que sur ordre des gouvernements, en fonction de la situation économique et sociale, donc en dosant sa violence et sa répression aux nécessités du moment. Aujourd'hui la situation économique et sociale de l'Allemagne réunifiée ne prête pas à des excès de tolérance à l'égard des travailleurs immigrés, de couleur ou d'appartenance religieuse ou communautaire minoritaire, comme les juifs. Nous ne reprochons pas à la police de ne pas faire son travail, nous constatons seulement **qu'elle a bien fait son travail** de répression en laissant agir les bandes de néo-nazis contre les centres de réfugiés et contre les familles turques établies. Ce n'est pas la police de Hitler qui agit, **c'est bien celle de la démocratie bourgeoise**; elle ne viole pas les principes d'égalité démocratique, elle applique les lois de la domination bourgeoise, sous leur forme **démocratique** aujourd'hui, mais fondamentalement celles de la division en classes, de la défense de l'Etat et de l'économie nationale et de la division des rangs ouvriers en catégories, nationalités, races, etc, pour affaiblir les prolétaires face aux attaques du capital.

Helmut Kohl n'a pas attendu Pasqua et son «immigration zéro» pour donner le ton. Il a donné comme objectif à l'Etat de diminuer de moitié le nombre de turcs dans le pays. La démocratie allemande trouve donc son compte dans ces attentats. Ils permettent de terroriser les populations étrangères et de contribuer ainsi à diminuer l'afflux des travailleurs immigrés, d'éloigner les prolétaires de leur propre intérêt de classe qui est de se défendre comme un **bloc unique** face à la bourgeoisie. Mais aussi, ils permettent, par les réactions qu'une telle politique entraîne, de renforcer parmi ceux qui s'indignent de telles actions racistes, l'illusion que la démocratie est un système au-dessus des classes, qui doit être défendu par les prolétaires comme une citadelle en danger sous les coups de boutoirs des forces réactionnaires et fascistes. Ainsi au lieu de viser clairement l'Etat bourgeois comme responsable de cette situation dramatique pour les prolétaires, les démocrates volent au secours de l'Etat «pervertis par les forces obscures» et réclament... une autre politique! Ce faisant il ne font que renforcer encore plus le pouvoir de l'Etat et s'opposer à une défense **classiste** et **indépendante** du prolétariat contre les attaques racistes, xénophobes et antisémites.

(1) Les vieux staliniens, mais aussi toute la frange ex-gauchiste, les trotskistes en particulier, ont hurlé au scandale lorsque le capital ouest-allemand s'est emparé du capital est-allemand pour le tailler en pièces et le réduire à néant. Leur argument, au parfum typique de l'anti-impérialisme bourgeois, était que l'économie est-allemande, dixième puissance économique mondiale, deuxième puissance des pays de l'Est derrière l'URSS, était viable ou mieux encore un fleuron qu'il fallait protéger. Misère du démocratisme petit-bourgeois!

## Italie: la bourgeoisie à la recherche d'un gouvernement fort

(Suite de la page 1)

répartir des prébendes, des privilèges, des adjudications, n'ont cessé qui de voler en long et en large, qui d'attendre à l'extérieur des gouvernements et des municipalités que leur tour vienne pour faire de même. Pour la majeure partie de la population ces partis étaient considérés comme des éléments naturels de cette société et leurs membres comme des personnes ayant «réussi»; un mal nécessaire à qui on pouvait s'adresser dans l'espoir d'obtenir quelque faveur, voire pour faire respecter ses propres «droits». Mais que chacun savait au fond à quoi s'en tenir sur ces partis et sur ces institutions en témoigne le célèbre dicton italien: *Piove? Governo ladro!* (Il pleut? Gouvernement de voleurs!)...

Le comble est arrivé quand en plus de faire les poches des prolétaires on a commencé à faire les poches des bourgeois et des petits-bourgeois sans fournir de contreparties acceptables. La chose publique dévorait dizaines de milliards après dizaines de milliards sans pouvoir assurer la «stabilité» et le «consensus» nécessaires à la bonne marche des affaires, sans pouvoir procurer le «dynamisme» économique et financier indispensable pour engranger les profits. C'est à ce moment que les entrepreneurs et les patrons, grands ou petits, qui jusqu'alors avaient utilisé et financé ces partis et ces politiciens ont commencé à estimer que ce jeu leur revenait trop cher pour ce qu'ils en retiraient.

Et c'est ainsi qu'ont commencé à apparaître les accusations contre la «partitocratie», les dénonciations de l'immobilisme des partis et du gouvernement, les critiques contre un milieu politique plus préoccupé de

défendre ses propres intérêts que de défendre la compétitivité du capitalisme italien face à une concurrence internationale de plus en plus âpre.

Le mécontentement social augmentait d'autre part d'autant plus que la récession économique pousse le patronat à restructurer les entreprises, à licencier, alors que se réduisent ses parts de profit, et qu'elle met également l'Etat-patron au pied du mur.

C'est devant la vague croissante de ce malaise social, face au péril de désagrégation d'un appareil étatique démesuré, paralysé et paralysant, sous la pression croissante de certaines couches significatives du patronat italien et des forces politiques qui les représentent (comme par exemple les Ligues du nord), que la magistrature s'est mise à ressortir des dossiers qui dormaient depuis des années dans ses placards. Et à partir d'épisodes de corruption à Milan dénoncés depuis des années a commencé la série des inculpations, arrestations, dénonciations de politiciens, de fonctionnaires, d'entrepreneurs qui inexorablement a remonté jusqu'aux dirigeants politiques, aux dirigeants des plus grandes entreprises, aux notables plus ou moins liés à la mafia, à la loge P2, à l'affaire Moro (dirigeant de la Démocratie Chrétienne enlevé et assassiné par les Brigades Rouges parce qu'il était partisan d'une alliance gouvernementale avec le PCI), aux scandales IOR (impliquant le Vatican) et de la Banque Ambrosiano (principale banque privée italienne dont le président sera trouvé pendu sous un pont de Londres), etc., etc. Si grande est la pourriture révélée au grand jour par les juges que ceux-ci ont imploré les partis de mettre au point, et de toute urgence, une «solution politique».

Et c'est ainsi qu'est né ce référendum, qui a réussi au moins pour un temps à dissiper le climat de méfiance envers tous les partis causé par cette interminable révélation de scandales et de crimes, climat de méfiance qui profitait à des formations, politiques elles aussi, mais apparemment moins structurées et hiérarchisées, à des organisations de type sans doute syndical, mais beaucoup plus sectorielles et corporatistes que les anciennes.

L'apparition inattendue de forces politiques comme les Ligues correspond au besoin, surtout des classes moyennes, d'exprimer leur protestation contre l'avidité et l'inefficacité de l'appareil d'Etat; mais elle correspond aussi au besoin physiologique de la société bourgeoise de changer de peau à la façon des reptiles. La saison de l'Etat-providence est désormais bien finie et nous nous trouvons en plein dans la saison de l'austérité, de l'insécurité pour les prolétaires mais aussi pour une bonne partie des classes moyennes. Cette insécurité sociale toujours plus profonde se traduit par une insécurité du vote, par des oscillations de l'électorat entre les divers partis, entre la participation et l'abstention (abstention du style pêcheurs à la ligne et non abstention révolutionnaire), entre la gauche et la droite alors que les décennies précédentes avaient été marquées au contraire par la stabilité électorale.

Un espace s'est ouvert pour le développement de mouvements dits transversaux - qui recrutent dans toutes les classes, même si leur nature est petite-bourgeoise -, les pacifistes, les écologistes, les «radicaux», les «populaires pour le référendum», les Ligues, etc. L'insécurité sociale provoquée par une longue période de crise initiée en

1974-75 ne pouvait manquer de miner au moins partiellement l'écrasante stabilité des grands partis, et notamment de ce PCI stalinogliattino-berlinguerien le contraignant (enfin!) à changer de nom, à abandonner définitivement ses obscènes références au communisme.

### LE RETARD DU PROLETARIAT

Pendant tous ces événements le prolétariat, entendu comme classe indépendante, distincte et opposée à toutes les autres, n'a pas été en mesure de réagir, de profiter des difficultés tant économiques que politiques de la bourgeoisie pour imposer un rapport de force favorable à ses intérêts immédiats et politiques. L'arriération du prolétariat sur le plan de la lutte de classe est encore telle qu'elle ne lui permet même pas une défense sérieuse de ses intérêts élémentaires pour ce qui est du salaire, du temps de travail ou de l'emploi; au contraire elle lui fait même adhérer à la politique anti-ouvrière des gouvernants bourgeois.

Cette arriération, causée par la pression de la bourgeoisie à travers l'oeuvre de l'Etat et du patronat, mais aussi par l'activité quotidienne et infatigable du collaborationnisme interclassiste (avant tout du PCI et du syndicat CGIL), a joué comme un boomerang pour ces organisations «ouvrières» qui ont vu au fil des années s'effriter leur influence sur la classe ouvrière. Perdant cette influence, elles perdent peu à peu leur fonction sociale spécifique de «représentants des travailleurs» au sein de la démocratie et des institutions bourgeoises. Elles deviennent de plus en plus semblables aux autres partis bourgeois dont elles partagent depuis bien longtemps le même langage, les mêmes inté-

## Une mauvaise manière de défendre les revendications immédiates

Un lecteur nous a transmis un bulletin «Ecole Emancipée» de Rouen (no3, avril 93). Les rédacteurs de ce bulletin mettent en avant la fin de l'austérité, le «relèvement substantiel des bas salaires (SMIC 7500 F)», etc, et soulignent que «l'ensemble des travailleurs du monde capitaliste» doivent s'unir internationalement sur «les mêmes mots d'ordre».

Nous ne pourrions que saluer cette prise de position pas si commune, si elle n'était présentée et argumentée de façon tout-à-fait désastreuse. Qu'on en juge en effet. Les rédacteurs présentent leur argumentation sous le titre: «*De plus en plus présent: le risque déflationniste*». Ils expliquent que les faibles taux d'inflation de janvier et de février masquent en réalité une baisse des prix des produits manufacturés: «*Autant dire que le risque de s'enfoncer dans la spirale déflationniste demeure évident et que rien ne serait plus grave de voir dans ce -0,1% une bonne chose pour les consommateurs. A très court terme, certes on peut se réjouir. Mais beaucoup plus sérieusement le danger est que les entreprises, sous les pressions des détaillants à la baisse, ne répercutent encore plus qu'elles ne le font d'ores et déjà les restrictions budgétaires (sic!) sur les effectifs employés. Ces licenciements - qui ne seraient plus seulement produits par la recherche de la compétitivité mais par la difficulté croissante à écouler les marchandises - conduiraient à une double diminution du pouvoir d'achat qui à son tour...*»

«*Ainsi s'enclenche le cercle vicieux de la spirale déflationniste... résultant pour une part de la politique menée avec constance par le gouvernement précédent. (...) Il est plus que temps en effet d'en finir avec la politique de l'argent cher qui bride toute possibilité de reprise de la consommation (idem pour l'investissement). Une fois pour toute, le risque n'est pas du côté de l'inflation. De même l'argument des accords de Maastricht n'est pas recevable. Si une po-*

*litique orientée vers la relance et la création d'emploi doit déboucher sur un décrochage du Franc par rapport au Mark, acceptons ce risque!*» «*Pour sortir du marasme, augmentation des salaires.*» «*Les intérêts des travailleurs ne sont pas ceux des propriétaires des grandes firmes, etc.*»

En dépit de cette dernière phrase, tout ce texte est fondé sur l'idée que les intérêts des travailleurs et les intérêts de l'économie ne sont pas seulement conciliables, mais qu'au fond ils sont **identiques**: plus les travailleurs auront des salaires élevés et plus ils pourront consommer de marchandises donc plus les usines tourneront, plus elles pourront augmenter les salaires et embaucher des chômeurs qui à leur tour...

C'est si simple qu'on se demande pourquoi personne, ni patrons ni gouvernement, n'y ont pensé avant! En réalité il s'agit d'un très vieux raisonnement déjà connu et mis en pièce par Marx lui-même: «*C'est pure tautologie que de dire: les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut (...). Mais si pour donner une apparence de justification plus profonde à cette tautologie, on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès que s'accroîtrait en conséquence son salaire, il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part du produit annuel destiné à la consommation. Du point de vue de ces chevaliers qui rompent des lances en faveur du «simple» bon sens, cette période devrait au contraire éloigner la crise. Il semble donc que la production capitaliste implique des conditions qui n'ont rien à voir avec la bonne ou la mauvaise volonté, qui ne tolèrent cette prospérité relative de la classe ouvrière que passagè-*

*ment et toujours comme signe annonciateur d'une crise*» (1).

En effet, le capitalisme n'est pas un mode de production fondé et orienté sur la satisfaction des besoins des travailleurs mais sur l'**exploitation** de ces derniers: C'est dans la mesure où il a extorqué une quantité suffisante de plus-value à ses travailleurs que le capital se porte bien. Mais nous objectera sans doute l'Ecole Emancipée, pour «réaliser» cette plus-value, pour qu'elle se transforme en profit réel, il faut encore vendre les marchandises produites. Et en augmentant le salaire des travailleurs, le capitaliste ne s'assure-t-il pas un débouché pour ses marchandises, quitte à réduire un peu sa plus-value s'il le faut?

Ce raisonnement de bon sens est celui des «détaillants», des petits commerçants qui savent qu'ils peuvent mieux écouler leur marchandise si leurs clients ont un bon salaire que s'ils sont au chômage. De même le capitaliste individuel n'est pas forcément hostile à des salaires élevés chez les autres - surtout ses concurrents - tant qu'il ne redoute pas la contagion auprès de ses propres travailleurs: avec les salaires plus bas il aura des coûts de production plus bas et il pourra rafler des marchés en vendant moins cher que ses concurrents ou conserver ses parts de marché et augmenter ses marges bénéficiaires. En effet le marché de chaque entreprise n'est pas constitué par ses propres travailleurs ne serait-ce que parce qu'une partie importante de la production capitaliste est destinée non à la consommation individuelle, mais à la production des moyens de production; et c'est cette partie, historiquement croissante, qui est même le moteur de l'ensemble de l'économie! Ensuite parce que la croissance de la productivité est telle qu'une proportion relativement toujours réduite de travailleurs produit les marchandises destinées à la consommation et dans le monde entier.

Par exemple, une élévation même importante des bas salaires ne suffirait pas à fournir un marché porteur aux fabricants d'automobiles ou aux usines d'aviation; elle ne pourrait éponger la surproduction d'acier ni relancer la construction d'immeubles de bureaux pour prendre quelques uns des secteurs les plus touchés par la crise économique mondiale et qui licencient le plus (la

même chose vaut pour les producteurs de céréales ou de tomates).

Car c'est bien parce que «la difficulté à écouler les marchandises» est déjà présente que tous les capitalistes font la course à la productivité et licencient. Et cette difficulté, autrement dit cette surproduction, qui éclate dans tous les secteurs ne peut pas être résolue harmonieusement et sans douleurs, en respectant à la fois les intérêts ouvriers et les intérêts de l'économie. La sortie de la crise, la reprise de l'expansion économique, passe par la destruction du capital surnuméraire - que ce soit par des faillites ou fermetures d'entreprises, des destructions de stock de marchandises, la disparition de certaines branches industrielles dans certains pays, la mise en jachère des terres cultivables et la diminution des exploitations agricoles, le licenciement des travailleurs, et en général une baisse substantielle des salaires (et des niveaux de vie) de la classe ouvrière. Afin de recréer un taux de profit suffisant pour relancer un grand cycle d'accumulation du capital, les lois économiques du capitalisme le contraignent à accroître sa pression sur la classe ouvrière, à diminuer les salaires réels, à réduire la consommation des travailleurs.

Sauf dans les rêves roses des réformistes, il n'existe pas de «bonne politique» gouvernementale qui permettrait d'épargner ces maux à la classe ouvrière - en dehors de la politique gouvernementale que mènerait un pouvoir prolétarien érigé sur les ruines du pouvoir bourgeois, c'est-à-dire la dictature du prolétariat née de la révolution.

Le grand tort de l'Ecole Emancipée de Rouen n'est donc pas de reprendre des revendications justes (à côté des revendications douteuses comme le crédit facile et le partage du travail). Il consiste à faire croire, comme tous les réformistes, que ces revendications sont de l'intérêt même du système capitaliste et qu'elles peuvent être le résultat d'une «autre politique» gouvernementale; bref que la classe ouvrière peut obtenir satisfaction à ses revendications essentielles et échapper aux crises capitalistes sans s'engager dans la lutte ouverte et résolue contre les capitalistes et que les améliorations conquises ou concédées peuvent être autre chose que précaires et momentanées tant le capitalisme ne sera pas définitivement renversé.

rêts nationaux, la même responsabilité dans la gestion du pouvoir (que ce soit au niveau du gouvernement, ou au niveau de municipalités ou d'autres structures périphériques de l'Etat bourgeois): maintenant elles deviennent semblables y compris au niveau de leur structure organisationnelle ou de leur clientèle électorale.

Dans les années soixante-dix, quand ce phénomène commençait à devenir visible, la dite extrême gauche crut y voir un pas en avant du prolétariat vers le terrain de classe et en perspective vers le terrain révolutionnaire. Mais il s'agissait en fait d'un pas en avant du réformisme ouvrier bourgeois et d'un pas supplémentaire en arrière du prolétariat: en arrière vers l'individualisme, sur des positions de défense davantage liées à la qualification, à la productivité demandées par le patronat. Plus on s'éloigne de la lutte de défense organisée, reprenant donc le point de vue patronal et bourgeois, plus on s'éloigne de la lutte de classe et plus on ouvre la voie aux divisions au sein du prolétariat suscitées par la lutte de tous contre tous, à l'impuissance et à la défaite.

Le «pas en avant» du réformisme a consisté en son abandon progressif de sa défroque ouvrière et anti-patronale, en la manifestation toujours plus claire de sa véritable nature d'aile gauche de la bourgeoisie, c'est-à-dire de gendarme de la société bourgeoise dans la classe ouvrière. La route parcourue par le PSI, puis le PCI (comme en France le PS et le PCF) est une route à sens unique: à mesure que la crise économique entame le flux des profits et les possibilités redistributrices de l'Etat, ils doivent se transformer, de champions de la réforme de la société et de l'amélioration incessante des conditions

des travailleurs en champions du contraire, de l'austérité croissante et des sacrifices pour la classe ouvrière. Logiquement le PCI a fait alors ce que ne pouvait faire en France le PCF à cause de la présence d'un PS influent: la «centralité ouvrière» démagogiquement affirmée autrefois a été définitivement abandonnée pour une centralité petite-bourgeoise (dite «des citoyens»); le nom du parti devait changer, quoi qu'il se passe en URSS.

Mais en l'absence pluri-décennale de la véritable lutte prolétarienne un pôle classiste ne pouvait naître: à sa place nous avons vu s'organiser en parti la fraction de l'ancien PC la plus liée aux traditions du vieil opportunisme stalinien, nationaliste et anti-communisme, le PRC (Parti de la Refondation Communiste) dans lequel se sont fondus avec délice pratiquement tous les courants de l'ex-extrême gauche. Avec un petit décalage dans le temps tous ces fondus et refondus ne peuvent que suivre, eux aussi, la trajectoire à sens unique des faux partis ouvriers: non pas en direction de la renaissance de la lutte de classe et du parti révolutionnaire prolétarien, mais dans la direction opposée, contre-révolutionnaire, de défenseurs de la société bourgeoise. Tôt ou tard l'extrême gauche devait, elle aussi, changer de nom et d'aspect et révéler sa vraie nature.

#### LAPAROLEMAGIQUEEST: GOUVERNEMENTFORT

Tous les partis, qu'ils aient appelé à voter «oui» au référendum (comme tous les grands partis) ou qu'ils fassent partie du camp du «non» (le PRC, le MSI néo-fasciste et la Rete, le «Réseau» anti-Mafia), sont

convaincus d'un point: il faut un gouvernement fort, un gouvernement stable qui sorte l'Italie de l'ornière dans laquelle elle s'est embourbée, qui conduise à son terme les négociations sur le «coût du travail», qui prenne les mesures nécessaires de politique monétaire et financière et qui «assainisse» les finances publiques.

La preuve de la force de la tendance à former un gouvernement fort, ou mieux, une série de gouvernements forts, est donnée par le fait que le gouvernement Amato, théoriquement battu par le référendum, est poussé par les partis et le patronat à agir au plus vite (bien que la moitié de ses ministres soient inculpés pour corruption), comme s'il était un gouvernement fort (un gouvernement «décisionniste» comme on disait à l'époque du gouvernement du socialiste Craxi, un des deux «grands corrompus» avec le démocrate chrétien Andreotti, le père de la République italienne, accusé d'avoir tremplé dans à peu près tous les scandales et tous les crimes d'Etat depuis une quarantaine d'années). Il a le soutien de toutes les forces bourgeoises pour prendre sans attendre les mesures impopulaires d'austérité, ce qui de plus facilitera la tâche du futur Thatcher italien.

Une confirmation supplémentaire que la prétendue «révolution institutionnelle» qui devrait conduire à la «deuxième république» italienne, n'est en réalité qu'une révolution à blanc est donnée par le fait que les grands vainqueurs du référendum ne sont pas les politiciens «rénovateurs» qui ont rompu avec les vieux partis bourgeois, mais précisément ces vieux partis qui décideront entre eux de la nouvelle loi électorale ainsi que des rythmes et des modalités du fameux

«changement».

Les prolétaires ne doivent s'attendre à rien de bon: non seulement ils devront encaisser les mesures anti-ouvrières que continueront à prendre les gouvernements de l'après-Amato, non seulement il leur sera toujours aussi difficile de progresser vers la reconstitution d'une force de classe capable de se défendre contre la détérioration générale de leur situation; mais ils devront en plus subir une énième duperie électorale au cours de laquelle la satisfaction de voir renvoyer au rencart une série de politiciens discrédités fera passer la relève rapide de la garde bourgeoise avec l'objectif bien arrêté de resserrer les rangs de la bourgeoisie pour mieux diriger l'économie nationale dans la guerre économique contre la concurrence étrangère à l'extérieur et dans la guerre sociale contre la classe ouvrière à l'intérieur. Des politiciens parasites la parole passe au grand capital, annonçant des temps plus durs pour les prolétaires - mais aussi une plus grande clarification des positions réelles des différentes forces politiques.

Pour que la parole passe à la rue, c'est-à-dire à la lutte ouverte de classe, il faudra probablement encore du temps. Mais c'est pourtant là, et non dans les instances parlementaires, dans les officines des partis, dans les commissions bi-, tri-, ou unilatérales, que se décide le sort du conflit entre le travail et le capital, dans la lutte frontale qui doit être préparée, organisée et menée à son terme.

Il y faudra tout le temps qu'il y faudra, mais c'est là la direction dans laquelle doit renaître et vaincre la lutte de classe indépendante du prolétariat. En Italie, comme dans le monde entier.

## Lutte Ouvrière, agent de la propagande réformiste

Dans un entrefilet publié à chaque n° de son journal, «Lutte Ouvrière» dit être une organisation de militants qui «s'affirment» «communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes». Mais, comme disait un certain Lénine, en politique il ne faut pas juger les gens sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes; et dans les faits la façon dont L.O. s'adresse à ceux qui l'écoutent est quelque peu différente.

Prenons la fête annuelle de L.O. qui est, avec l'inévitable participation à la campagne électorale du moment, sa principale occasion d'affirmation politique centrale. Le discours de son porte-parole attitré est répercuté dans les journaux, les radios et les télévisions, au moins sous la forme de quelques phrases saillantes que les journalistes ont pu retenir et qu'ils estiment à la portée du public. Ce discours est donc particulièrement étudié et réfléchi.

Cette année, L.O. a, pour d'évidentes raisons, mis l'accent sur l'offensive anti-ouvrière en cours. Mais déjà il est possible de remarquer que cette offensive est présentée fondamentalement comme celle «du patronat» plutôt que comme celle de la bourgeoisie dans son ensemble et donc aussi de son Etat. Nous allons voir que ce n'est pas par hasard. Écoutons Arlette:

«[Les gouvernements passent, mais l'offensive anti-ouvrière du patronat reste] Ce que veut le patronat, c'est simplement de l'argent, de l'argent en pure perte pour l'économie, de l'argent pour que le profit des entreprises, c'est-à-dire en fin de compte le revenu des bourgeois, ne souffre en rien de la stagnation de l'économie.

(...) L'Etat en est aujourd'hui à vendre ses biens, c'est-à-dire les biens de toute la communauté, les entreprises nationalisées. Pour alimenter ses subventions au patronat» (1).

Ainsi, dans cette vision incontestablement très simple, tout le mal vient de la cupidité des patrons qui veulent s'en foutre

plein les poches sans se soucier de «l'économie» (plus loin Arlette affirme même que «le capitalisme détruit la société, détruit l'économie») ni de l'Etat. Pour les communistes vraiment très bizarres de L.O. les entreprises d'Etat sont en effet «les biens de toute la communauté». Qu'est-ce que c'est que cette communauté? Dans le langage politique courant qui est aussi celui des valets réformistes de la bourgeoisie, la «communauté» n'est autre que la **communauté nationale**, de même que «l'économie» est l'**économie nationale**. Peut-être par un reste de pudeur, L.O. n'emploie pas l'adjectif. Mais peu importe; elle contribue par son discours à faire croire qu'il existe une communauté au dessus des classes qui serait propriétaire des entreprises d'Etat; que les intérêts du patronat sont en contradiction avec les intérêts de «l'économie», ce qui implique qu'il est légitime de la part des travailleurs de défendre cette «économie» comme il est légitime de défendre cette «société» contre le capitalisme.

Alors que le marxisme combat inlassablement les efforts perpétuels de la bourgeoisie et de tout son gigantesque réseau d'abrutissement des consciences mobilisé pour persuader les prolétaires qu'ils font partie d'une même communauté avec tous les autres individus de la société, que l'économie du pays est un bien commun à tous que l'on doit défendre et pour lequel on doit se sacrifier, que cette société-ci est la meilleure société possible, que l'Etat n'est pas l'instrument de domination d'une classe, mais est au service de toute la collectivité, L.O. ne trouve rien de mieux que reprendre à son compte ces mêmes conceptions forgées tout exprès pour faire obstacle à la lutte prolétarienne de classe...

Pourtant, nous dira-t-on, L.O. attaque quand même les patrons! Sans doute; mais elle le fait à la manière du PCF et de tous les réformistes qui dénoncent une poignée d'exploiteurs, accusés de «casser» les entrepri-

ses et l'économie pour satisfaire leurs seuls intérêts «égoïstes», en tournant le dos aux «intérêts supérieurs de la nation»; c'est-à-dire qui veulent faire croire que l'exploitation et tous ses maux sont dus à la simple méchanceté ou rapacité des patrons, ou à la mauvaise politique du gouvernement, mais surtout pas aux lois et aux mécanismes fondamentaux du système capitaliste. Ils peuvent alors faire en sorte que les inévitables réactions de colère ou de lutte contre tel patron particulier ne confluent dans une lutte générale contre la classe bourgeoise, son Etat, son économie et sa société de classes.

C'est la raison pour laquelle le collaborationisme politique et syndical axe sa critique sociale sur les revenus et le train de vie des patrons: que l'on restreigne ce train de vie, que les patrons eux aussi acceptent de se sacrifier au nom de l'économie nationale et les choses iront mieux, prétendent les réformistes de toutes espèces. Que l'on supprime les patrons en nationalisant les entreprises (qui deviennent propriété de toute la nation) et l'exploitation capitaliste s'évanouit, comme en URSS, clamaient-ils autrefois sur tous les tons (maintenant seule la variété trotskyste continue encore ce discours).

Il y a plus d'un siècle qu'Engels avait déjà ridiculisé cet argument sur les nationalisations dans l'Anti-Dühring, et si L.O. reprend ces fadaïses, ce n'est parce qu'elle y croit, puisque l'entrefilet cité plus-haut dit l'inverse, mais parce que pour chasser sur les terres du réformisme, il est bien plus commode de parler son langage. C'est ce qu'on appelle l'opportunisme: cacher ou renier les principes du communisme lorsqu'on s'adresse aux travailleurs pour ne pas heurter leurs préjugés et leurs illusions afin de ne pas risquer de compromettre sa popularité et ses éventuels succès... électoraux, et surtout pour pouvoir flirter avec les partis «ouvriers bourgeois» (Lénine) contre-révolutionnaires.

Etd'ailleurs l'électoralisme est tellement ancré chez L.O. qu'elle ne voit que des raisons électorales dans les attaques gouvernementales contre les travailleurs immigrés! Qu'on en juge: «Les partis de droite savent que ces mesures [en faveur des patrons] sont impopulaires et qu'ils risquent de les

payer sur le plan électoral dans deux ans (...). Alors ils essaient de compenser sur le plan électoral en faisant des gestes complaisants en direction d'une partie de leur électorat, celle qui regarde vers Le Pen. La modification du code de la nationalité et le renforcement des mesures policières vis-à-vis des travailleurs immigrés n'ont pas d'autre raison».

Pas d'autre raison! Voilà une perle qui vaudrait à la direction de L.O. un bonnet d'âne collectif et un renvoi illico en classe maternelle s'il existait des écoles de perspicacité politique. Il n'est pas besoin d'être grand marxiste en effet pour deviner que les échéances du cirque électoral ne sont peut-être pas la cause essentielle des actions de la bourgeoisie et que l'incitation à la xénophobie et au racisme s'explique par la volonté d'aggraver les divisions et la paralysie de la classe ouvrière. Il suffit de constater que cette orientation est adoptée par tous les gouvernements bourgeois, de droite ou de gauche, en cas de crise, en France comme en Allemagne, en Italie comme aux Etats Unis, aujourd'hui comme dans les années trente...

Lorsqu'on n'est pas capable de comprendre les causes réelles des actions de la bourgeoisie, lorsqu'on ment aux travailleurs sur la nature de classe de l'économie, de la société et de l'Etat capitalistes, comment est-il possible de s'affirmer communiste (et socialiste, etc)? Comment surtout serait-il possible d'aider les prolétaires à reprendre le chemin de la résistance puis de l'attaque contre le capitalisme, puisque le combat de classe nécessite avant tout de savoir précisément qui sont les amis et qui sont les ennemis?

Lutte Ouvrière fait la démonstration que lorsqu'on abandonne les positions marxistes et qu'on s'adapte, sous prétexte peut-être d'habileté tactique, aux illusions conformistes répandues et entretenues dans les masses par la bourgeoisie et ses valets, on finit, qu'on le veuille ou non, par être d'abord la victime de ces illusions, puis, inévitablement, le diffuseur et l'agent.

(1) cf. «Lutte Ouvrière» n°1300 (4/6/93) qui reproduit des extraits des «allocutions» (sic!) de Laguiller. C'est nous qui soulignons.

# La longue lutte des travailleurs de Sopalin

**Les travailleurs de l'usine Sopalin de Sotteville-lès-Rouen ont mené une longue lutte sur laquelle il est intéressant de revenir car elle est particulièrement instructive dans ses côtés positifs comme dans ses côtés négatifs. L'usine fait partie du groupe Kimberly Clark, une multinationale qui emploie 38.000 personnes dans le monde et dispose de plusieurs établissements en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne et une autre usine en construction dans la région de Nancy). Elle avait déjà connu une cinquantaine de licenciements en 1989 et employait 465 personnes lorsque la Direction annonce en novembre dernier, dans le cadre d'une restructuration de la production en Europe, le licenciement de 312 personnes. Le plan patronal est de transférer une bonne partie de la production en Allemagne en ne gardant à Sotteville que la production de kleenex.**

Comme il se doit, la Direction affirme que c'est la seule solution pour maintenir le site et «préserver» 153 emplois; un «plan social» important sera mis sur pied pour les licenciés, affirme-t-il qui se résume en fait, outre les mesures habituelles dans ces cas, à mettre sur pied une «cellule-emploi» d'une société spécialisée...

Dans l'entreprise il n'y a que la CGT, à laquelle adhèrent presque la moitié des travailleurs. L'attitude de ce syndicat sera donc déterminante dans tout le mouvement. A part une série de débrayages le jour de la réunion du C.E. qui devait annoncer les licenciements, la CGT va d'abord se lancer dans une guérilla judiciaire pour faire revenir la Direction sur sa décision. En apparence cette tactique qui sera constamment utilisée tout au long du conflit semblera d'abord porter quelques fruits. Mais les échecs judiciaires de la Direction hautement célébrés par la CGT (1) ne changeront rien sur le fond, alors qu'ils provoqueront un sentiment d'attentisme chez les travailleurs et les persuaderont qu'ils peuvent et doivent confier le sort du mouvement - et donc leur sort à eux- aux «spécialistes» des conflits sociaux.

D'autre part la ligne de défense inévitablement adoptée par la CGT devant les tribunaux - attaquer la Direction sur le terrain de la viabilité économique de l'usine et du plan de développement du groupe (2) sera repris naturellement par les travailleurs lorsqu'ils entreront en lutte pour de bon. Pendant les mois de novembre, décembre et janvier la CGT continue ses actions judiciaires et ses démarches auprès des autorités. Elle sera contrainte à organiser des débrayages tournants (une heure par jour) pour répondre à l'attente des ouvriers, ainsi qu'une journée «portes ouvertes» de l'usine à mi-décembre. Elle fait montre de son «sens des responsabilités» en se déclarant prête à discuter des différentes mesures sur l'emploi (pré-retraites, etc.) à condition que se maintiennent l'ensemble des productions à Sotteville. C'est en particulier la position claire et affirmée depuis le début des bonzes de la Fédé. (F.I.L.P.A.C.) CGT: «*Nous n'accepterons jamais que des productions faites en France et destinées au marché français soient transférées et ensuite importées pour être vendues ici*» (Muller, secrétaire général de la FILPAC, lors de la journée «portes ouvertes»): l'accent est mis avec ces tirades nationalistes sur le maintien de la production, pas sur le maintien des postes de travail.

A la rentrée au début de l'année le mouvement se durcit peu à peu. Aux grèves tournantes, qui obligent la Direction à arrêter une machine, celle-ci réplique par un arrêt de la production. Les travailleurs mettent alors en place des piquets pour filtrer le passage des camions. Devant l'injonction des tribunaux les piquets sont levés, mais les travailleurs refusent de charger les camions. Le préfet organise une réunion de «conciliation», mais la Direction ne propose que quelques aménagements mineurs à son plan et affiche la liste des licenciés, qui inclut en particulier 13 élus du personnel et représentants syndicaux sur 16, y compris le secrétaire du C.E. Cavelier, bien mal récompensé de son «esprit d'ouverture». Pour la Direction l'heure n'est plus, si elle l'a jamais été, aux compromis, mais à l'épreuve de force, comme le découvrent avec amertume ceux qui rêvent à la concorde entre pa-

trons et travailleurs. Il n'est plus temps de tergiverser et la CGT appelle à l'occupation, après en avoir fait l'annonce dans la presse, ce qui permet au patron de se livrer à d'ultimes manoeuvres pour faire pression sur les travailleurs. Ce souci maladif de publicité, typique du syndicat pendant tout le conflit, aura des conséquences particulièrement néfastes pour les grévistes. Car la publicité ne sert qu'à prévenir l'ennemi de classe sans remplacer le moins du monde l'organisation de la solidarité ouvrière. Il est la preuve de l'irresponsabilité de la CGT envers le mouvement de lutte dans lequel la CGT s'engage à reculer.

Dès le premier jour d'occupation Cavelier montre dans une déclaration à la presse que le syndicat est prêt à lâcher prise: «*Nous voulons avant tout discuter, ce qui nous a toujours été refusé, Discuter du maintien des productions à Sotteville pour limiter les suppressions d'emploi. Ensuite nous pourrions voir les conditions pour ceux qui partent*» (3) (souligné par nous): le combat frontal vient à peine de commencer qu'il est déjà prêt à vendre la peau de ses copains...

Mais malgré cela, la détermination des travailleurs est éclatante. En dépit des pressions de la Direction et des chefs avec huisseries, l'occupation est votée à la quasi-unanimité (342 pour, 8 abstentions). Les non-licenciés convoqués par la Direction à un «stage de formation» décident par un vote (aucun vote contre, seules 10 abstentions) qu'ils n'y resteront pas et qu'ils se joignent à l'occupation de l'usine!

L'avantage de l'arme que constitue l'occupation permanente des locaux est de stopper complètement la production et d'empêcher le déménagement des machines. Peut-être encore plus important est le fait qu'elle permet aux grévistes d'être en permanence en contact au lieu de rester isolés et dispersés chez eux, ce qui leur donne les meilleures possibilités pour prendre eux-mêmes en main leur lutte.

Mais l'occupation, comme tout moyen de lutte, n'est pas une arme magique en soi. Le succès d'un conflit dépend de la détermination des grévistes et d'une bonne direction de la lutte; et c'est bien ce dernier facteur qui a été le point faible de la grève de Sopalin. La CGT a privilégié les actions en direction des pouvoirs publics et des élus. Des entrevues, bien sûr infructueuses, ont eu lieu avec Fabius (député local) ou avec des collaborateurs des ministres, etc. Du côté du PS il fallait jouer la montre en cette période pré-électorale. Un temps précieux a été ainsi gaspillé qui aurait dû servir à rechercher une véritable solidarité prolétarienne avec d'autres entreprises menacées ou en lutte et même avec d'autres usines du groupe. C'était possible car l'usine anglaise était menacée de 300 licenciements et le syndicat de l'usine allemande avait voté une motion pour refuser de jouer les briseurs de grève en s'engageant à ne pas prendre la relève de la production française. Une motion n'est qu'une motion; il aurait fallu envoyer une délégation de grévistes pour établir une solidarité effective.

Au contraire la CGT, fidèle aux orientations chauvines du PC, a orienté principalement l'appel à la solidarité en direction des citoyens patriotes (thème de l'affiche: «*Sopalin licencié et interdit la fabrication de ses produits en France*» comme si l'«interdiction» de fabrication était plus grave que les licenciements), et des contribu-

bles, sur le registre: si nous sommes licenciés, c'est finalement vous qui paierez nos indemnités. Un appel à la solidarité de ce type, c'est du sabotage!

Des actions directes peuvent utiles et indispensables, mais à condition d'être préparées et réalisées sérieusement, ce qui ne fut pas le cas. Le vidage d'un entrepôt de produits Sopalin à Cergy-Pontoise fut réalisé devant les caméras de Fr 3 convoquées pour l'occasion par la CGT. Résultat: licenciements pour faute grave des travailleurs reconnus par la Direction, saisie du reportage par la justice. La remise en marche des machines par les grévistes fut annoncée au préalable dans la presse. Résultat: la Direction fait couper le courant, faisant capoter l'initiative. Quant à la campagne de boycott des produits Sopalin, ce n'était qu'une pure et simple diversion, car ce genre de campagnes nécessite l'implication active de l'organisation nationale et des structures du syndicat, ce qui était encore plus irréaliste que de faire confiance en la justice bourgeoise...

Pour la CGT l'important était de trouver des actions publicitaires et spectaculaires sans lendemain, et non de bâtir systématiquement un rapport de forces pour contraindre la Direction à reculer.

Il faudra attendre le 21 avril, début de la 10e semaine d'occupation, pour que la CGT organise une manifestation de solidarité d'un millier de personnes (dont paraît-il des représentants de 45 entreprises du département) devant l'usine, et le 22 avril un rassemblement plus que symbolique de quelques bonzes de la FILPAC devant le ministère. Quelques jours auparavant le fameux Muller avait déclaré: «*Face au drame social (sic) que cause Kimberly-Clark, il faut impliquer les élus, le gouvernement, les collectivités locales, les syndicats et le patronat régional*» (4): les travailleurs allant quémander de l'aide aux patrons, voilà la lutte de classe telle que la conçoit les bonzes...

Malgré la détermination entière des grévistes, manifestée par la reconduite de l'occupation par les licenciés et les non-licenciés, le mouvement dirigé par des faux amis des travailleurs qui supplient la Direction de négocier la restructuration, et se fixent comme objectif de «limiter au maximum» les licenciements (déclaration après l'entrevue avec le conciliateur), ne pouvait aller que vers la défaite. L'union entre licenciés et non-licenciés finira par se fissurer avec la création d'une association de non-licenciés devant le chantage à la fermeture du site.

Le coup dur sera donné par l'envoi des CRS pour faire évacuer l'usine, en exécution d'une décision judiciaire prise début mars mais restée en attente à cause de la période pré-électorale et de la solidité des grévistes. Les bourgeois savent attendre que les travailleurs montrent les premiers signes d'usure (divergences entre licenciés et non-licenciés) et veulent d'abord être sûrs que les phrases de la CGT sur la solidarité sont vraiment du bidon. La FILPAC organisera une grève de protestation qui bloque la sortie des quotidiens. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait avant?

Après l'intervention des CRS la Direction fait reprendre le travail par les non-licenciés (et les fait travailler même le premier mai), mais les grévistes répliquent avec le blocage des camions par des piquets de grève. Une partie des non-licenciés refuse de travailler sous la «protection» des CRS (surtout que beaucoup de travailleurs sont réembauchés avec des salaires inférieurs). Des possibilités réelles existent donc pour la poursuite de la lutte.

Mais la CGT a hâte d'en finir. Après avoir «obtenu» le retrait des CRS elle se précipite aux négociations le lundi 3 mai en louant les intentions du chef du personnel de Kimberly. Conséquence: les non-licenciés grévistes sentant la fin prochaine de la

lutte se hâtent de reprendre le travail (la direction avait fait appel à des intérimaires pour les remplacer). Les non-grévistes qui avaient eu à subir la colère des piquets portent plainte pour bris de pare-brises et crevaisons de pneus. Le 4 mai le délégué CGT déclare: «*[la Direction] nous traite de terroristes, Nous pensons, pour notre part, qu'il faut calmer le jeu, Le départ des policiers nous sur le site nous y incite. Nous avons travaillé en ce sens. Et nous arrêtons nos actions autour de l'usine, dès lors que la direction respectera une certaine trêve*» (5): abandon des dernières possibilités de maintenir un rapport des forces (piquets) contre... une simple trêve!

Finalement la CGT et le patron arriveront à un accord le vendredi 7. Des «avancées» ont eu lieu: 17 emplois sont «sauvés» et les sanctions contre les délégués et élus sont supprimées. Les bonzes et apprentis bonzes ont sauvé leur peau, en remerciement de leur modération. Quant aux travailleurs du rang, ils voient en théorie leurs indemnités de licenciement augmenter, en moyenne, de 80.000 Fr. environ. Cavelier, le secrétaire du C.E., reconnaît qu'il y a eu des discussions «serrées» avec certains grévistes «frustrés». Mais finalement seuls une trentaine de grévistes votera contre l'accord, plus sans doute pour manifester leur mécontentement que pour autre chose. Car à ce moment aucune possibilité de poursuivre la lutte n'existait plus: la CGT avait bien «travaillé».

La reprise se fera en douceur selon la presse, mais d'après le maire de Sotteville: «*Nous ne sommes pas à l'abri d'un nouveau plan social imposé par Kimberly-Clark dans les mois ou les années à venir*». Bien naïf serait celui qui croirait sur parole la Direction quand elle affirme vouloir maintenir le site. Qu'en sera-t-il vraiment lorsque l'usine ultra-moderne de Nancy sera terminée?

( Suite en page 10 )

## CORRESPONDANCE

### POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

### POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

### POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

# Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire (2)

( Suite de la page 1 )

énorme de capitaux flottants venant des pétrodollars (plus de mille milliards de dollars au début des années 80), qui ne trouvaient pas de secteur au rendement suffisant pour se fixer et qui ont contribué à gonfler tous les secteurs spéculatifs. Ceci est caractéristique des crises de surproduction où, comme l'expliquait déjà Marx, le capital se désinvestit de la production elle-même, s'éloigne du profit pour se rapprocher de l'usure.

Pour faire face à la **baisse du taux de profit** (voir courbes), le capital a renforcé son attaque contre la classe ouvrière, puisque c'est seulement en prenant une part plus importante de la plus-value que le profit peut, sinon augmenter, au moins revenir aux niveaux précédents. Salaire et profit sont toujours en raison inverse l'un de l'autre.

La fin des années 70 et le début des années 80 ont donc été le théâtre d'une vaste offensive contre la classe ouvrière, sur tous les fronts, économiques et sociaux, à coups de restructurations, de fermetures d'entreprises, de liquidation de tous les acquis économiques et sociaux, etc, et par tous les moyens. Le salaire autrefois minimum et ne touchant qu'une partie du prolétariat, est devenu rapidement le salaire de tout le monde.

Tout cela s'est joué sur le thème du libéralisme, du «moins d'Etat», de la «dérégulation», afin de s'en prendre aux «rigidités» mises en place par le capitalisme dans la période précédente pour régulariser la marche de son mouvement, assurer la paix sociale par tout ce réseau d'amortisseurs et d'institutions sociales qui avait pris le nom d'«Etat providence»; la guerre a été ouverte contre toutes les réglementations et protections, devenues intolérables en raison du poids qu'elles faisaient peser sur le taux de profit moyen des divers pays. Ils s'agissait de reprendre à la classe ouvrière une grande partie de ce qu'on appelle le «salaire différé», attaque moins brutale et moins apparente que celle directe contre le salaire payé à l'ouvrier. D'autre part derrière cette libéralisation qui sacrifiait les rameaux morts de l'économie, les entreprises les moins rentables, le capitalisme à l'échelle mondiale a opéré une vaste reconcentration de ses forces vives. Le résultat en est, non de calmer sinon de façon passagère, la concurrence, mais de **relancer la guerre économique** entre puissances capitalistes encore plus grandes. Les méthodes et les moyens ont été variables d'un Etat ou d'une zone à l'autre.

En la personne de Reagan, les EU ont fait appel à un comédien de western vaincu du come-back de l'Amérique, capable de «souder un peuple» (en fait surtout la petite-bourgeoisie) autour du projet d'une Amérique retrouvant sa place de leader incontestée du monde. D'autres pays ont choisi la voie de la social-démocratie, avec le soutien des PC parlementaires et celui de la dite «extrême-gauche» pour s'assurer que cette douloureuse reconcentration de capitaux, et les attaques qu'elle implique sur les prolétaires, se fassent dans le calme social le plus parfait.

Mais dans tous les cas l'objectif du capital a été de faire payer la classe ouvrière. Cette attaque a eu lieu avec force dans les Etats développés, mais elle a pris un caractère particulièrement féroce dans les zones moins développées et qui subissaient d'autres contraintes encore, comme l'endettement ou la baisse du prix des matières premières partiellement orchestrée par l'impérialisme grâce à la politique des fameux «stock régulateurs» et partiellement le résultat d'une surproduction face à un ralentissement de la croissance mondiale. Dans tous ces pays, l'Etat n'a aucune réserve à distribuer pour contrôler les réactions ouvrières, il n'a pas non plus de

vieille tradition réformiste capable d'aménager la misère pour la rendre «socialement acceptable». Les réactions des masses prolétariennes y ont donc été intenses et massives (les fameuses «émeutes de la faim» par exemple), mais sans pouvoir avoir de continuité réelle.

Dans les Etats capitalistes avancés, les réactions ont pu être étouffées grâce aux divers aménagements sociaux qui existaient encore, grâce au concours efficace du réformisme syndical et politique, mais aussi parce que l'offensive contre le prolétariat n'avait pas encore atteint une intensité telle qu'elle risquerait de mettre à mal la paix sociale, et qu'elle obligerait la bourgeoisie à recourir à des méthodes politiques dictatoriales, comparables à celles de l'époque du fascisme.

Le maintien de la paix sociale a permis cette course à la restructuration, occasion d'une véritable orgie guerrière entre groupes financiers. Le paroxysme de cette guerre a été atteint aux EU, où sont apparus de véritables chefs de guerre, les raiders, chargés - en fonction de règles de marché plus ou moins contrôlées - de tailler en pièces l'appareil productif pour ne conserver que les branches les plus rentables. Cette guerre où s'affrontaient des sommes gigantesques de capitaux, s'est traduite par une ruée sur la bourse d'une armée de courtiers. Cette bataille acharnée a donné naissance à la fameuse «bulle» spéculative boursière qui a éclaté en octobre 1987, faisant croire le pire possible à la bourgeoisie elle-même. Mais le capitalisme a tout de même une mémoire et plutôt que de fermer les caisses des banques centrales comme en 1929, la planche à billet a pris du service, les banques ont prêté à tour de bras pour boucher les trous les plus dangereux et éviter l'effet de domino pouvant faire tomber les entreprises valides à la suite des boîtes. Momentanément donc le capitalisme a pu surmonter ce douloureux passage mais cela s'est fait au prix d'un cumul de dettes qui grève toujours le rendement des entreprises. Après cette claque de 87, la frénésie de l'économie de casino a aussitôt repris de plus belle, et les récentes chutes de la bourse de Tokyo, bien que amplifiées par la situation interne spécifique du Japon (spéculation immobilière frénétique notamment), n'ont rien à envier à celles d'il y a cinq ans.

Mais la bourse n'est que le reflet de l'état réel de l'économie, elle ne fait que suivre les courbes de l'espérance des capitalistes à réaliser du profit sur les marchés.

Bien que profondément malade, le capitalisme s'est trouvé encore une fois **dopé** par ces injections de capitaux. Comme tout organisme vivant au dessus de ses limites physiques réelles par l'absorption de drogue, le capitaliste peut encore poursuivre sa fuite en avant en développant toujours plus d'énergie et en fournissant encore plus d'efforts, mais il le fait avec un organisme profondément affaibli et que tous ces suppléments d'efforts rendent plus faible encore.

## LA SITUATION DES ETATS-UNIS

Ce que la crise a révélé, c'est que d'une part, les économies de tous les grands Etats se sont mises à fonctionner en phase simultanée, mais aussi que les forces les plus vives du capitalisme que sont le Japon et l'Allemagne ne **faisaient que creuser encore plus l'écart avec leurs rivaux** et qu'apparaissaient de nouveaux centres d'accumulation accélérée de capital en Asie du Sud-Est, dont les taux de croissance font rêver les bourgeois d'ici. En 1991, ils étaient de 5 à 7 % dans ces pays contre 0 à 2 % ici.

Le rôle et la situation des EU, la principale puissance impérialiste et le plus grand marché intérieur au monde, est donc particulièrement importante pour comprendre la

montée des tensions entre capitalistes et la situation économique internationale. Quelques chiffres suffisent à éclairer le problème. Nous avons parlé de l'endettement et des menaces qu'il fait peser sur les équilibres financiers et économiques mondiaux. Aux EU l'endettement global (public, ménages et entreprises) était déjà de 3800 milliards de dollars en 1980, ce qui était déjà pas mal. Il est passé aujourd'hui à 10300 milliards de dollars. Cette somme représente 1,9 fois le PNB, alors que dans les années 70 cette proportion était de 1,2%. Le système bancaire est d'ailleurs complètement rongé par cette gangrène, et les faillites de banques et de caisses d'épargne se succèdent les unes aux autres. En 1985, pour la première fois depuis 1913, les EU sont devenus débiteurs, c'est-à-dire doivent plus d'argent à l'extérieur de leurs frontières qu'ils n'en ramassent de leurs propres débiteurs à l'étranger. Et grande honte, c'est le Japon qui permet à l'Etat fédéral de survivre financièrement... Pour les entreprises un chiffre peut illustrer ce problème de l'endettement: en 1983 leur taux d'endettement était de 34,2%, il est aujourd'hui de 46,5 %.

La fameuse expansion reaganienne a été acquise à coups de crédits et de dettes qui restent encore à payer. L'Etat s'est aussi totalement détaché de l'investissement; l'investissement public, censé jouer le rôle de régulateur et de relance de l'économie, n'a été que de 0,3 % du PNB, alors qu'il est de 2,1 en France et 5,1 au Japon.

Il est un autre chiffre qui ne trompe pas lorsqu'on compare les niveaux de prospérité des pays impérialistes: celui de la formation de capital fixe, autrement dit celui de l'investissement dans l'équipement d'exploitation, dans les usines, etc, c'est-à-dire l'investissement dans le secteur directement productif. Aux EU il est de 9% du PNB, alors qu'il atteint 13 % en Allemagne et 20 % au Japon. Les termes de la balance commerciale se sont aussi terriblement dégradés au profit des deux principaux concurrents, l'Allemagne et le Japon. Ce n'est plus sur le plan économique que les EU peuvent vraiment assurer leur hégémonie, même s'ils restent toujours le capitalisme number one. Les poussées de fièvre militaire ne sont pas étrangères à l'affaiblissement économique de l'Amérique.

La mise en place d'un «marché commun» de l'Amérique du Nord indique clairement que l'impérialisme le plus puissant de la planète ne peut plus compter sur ses seules forces pour faire face à la concurrence acharnée que se livrent les grands blocs capitalistes entre eux. Ce nouveau marché s'appelle la NAFTA, North American Free Trade Area, et l'administration américaine de Clinton en fait actuellement son enfant chéri. Les avantages pour le capitalisme américain d'une telle zone sont les mêmes que ceux de la CEE pour les capitalistes européens. Les EU peuvent mieux se protéger des agressions économiques de leurs concurrents s'ils élargissent leur marché «intérieur» aux pays voisins, dont l'économie leur est déjà complètement liée.

Cet élargissement d'un marché en Amérique du Nord ne doit donc pas être compris comme une atténuation des antagonismes entre capitalistes concurrents, sous prétexte qu'il obéirait à une loi de libéralisation, donc de «rééquilibrage», «d'égalité entre nations» et autres fadaïses démocratiques. Il signifie au contraire que les EU font un pas de plus vers la confrontation économique en se dotant d'une arme supplémentaire face à leurs adversaires nippons, européens ou asiatiques.

Le Mexique avec sa main d'oeuvre bon marché est destiné à jouer en quelque sorte le rôle que joue le Sud-Est asiatique pour le Japon. Ce n'est pas au développement du Mexique auquel pensent les EU lorsqu'ils l'associent dans leur zone économique mais

bien à leur propre et unique intérêt de puissance dominante affaibli par des capitalismes plus jeunes et dynamiques. Le Mexique est surtout nécessaire à l'Amérique pour affaiblir l'adversaire asiatique ou européen.

Il est clair que cette union nord-américaine, encore sur le papier en réalité, n'est qu'un des aspects de la guerre commerciale, politique, diplomatique que se livrent les impérialismes les plus influents. Tous les réseaux d'alliances pris aujourd'hui sont autant de préparation à la situation de blocage économique de demain qui fera resurgir le besoin de la guerre impérialiste pour départager les forces, pour détruire les forces productives et recréer sur la base d'un nouveau partage du monde, les conditions d'une relance de l'accumulation capitaliste.

Il y a un autre regroupement d'alliance commerciale, une sorte de Marché Commun de l'Asie, dont on évoque l'idée en Asie du Sud-Est. Ce serait celui des pays du continent, y compris la Chine populaire pour faire face à la toute puissance locale du capitalisme japonais. La Chine est très réticente à cette idée lancée par un des petits «dragons», mais le simple fait que cette idée traîne dans la tête des capitalistes locaux, que des diplomates commencent à en parler sans se cacher, indique que les antagonismes ne sont pas parvenus à maturité mais qu'ils montent avec certitude en puissance dans toutes les parties du monde. Il ne faudrait pas négliger d'ailleurs ce qui peut se passer dans cette région. La France par exemple y veille et s'est lancée la première à la reconquête de son ancienne colonie, le Vietnam, dès que celui-ci a manifesté ses premières ouvertures aux capitaux étrangers.

Pour bien comprendre ce que signifient ces regroupements de capitalistes, il est intéressant de faire une citation d'un article paru dans «The Asian Wall Street Journal». Cet article est écrit par un certain M. Randolph, directeur général international du Conseil Economique du Bassin Pacifique, et il explique que:

*«L'Asie du Sud Est est inquiète. Elle a construit sa croissance sur un marché mondial ouvert et risque aujourd'hui de se retrouver devant deux forteresses, en Europe et en Amérique du Nord. Plus grave encore: la création du NAFTA va conduire les américains à privilégier les sous-traitants mexicains, au détriment de leurs traditionnels fournisseurs asiatiques. Et si les capitaux se détournent du Pacifique pour aller au Mexique? (...)*

*«Les pourparlers engagés en juin 1991 visent à réunir les économies des Etats-Unis, du Canada et du Mexique dans une zone de libre échange forte de 360 millions de consommateurs et de 225 milliards de dollars d'échanges commerciaux. En cas de succès, les effets du NAFTA se feront sentir bien au-delà de l'Amérique du Nord (...)*

*«On y voit un tournant de la politique américaine vers des solutions bilatérales et régionales pour résoudre les problèmes commerciaux. De ce point de vue, la consolidation d'un bloc commercial en Amérique du Nord ou dans l'hémisphère occidental pourrait, de pair avec une forteresse Europe, réduire les possibilités d'exportation de l'Asie (...)*

*«Les fusions, partenariat et alliances entre les entreprises américaines, canadiennes et mexicaines donneront des sociétés plus compétitives jouissant d'un accès préférentiel au marché nord-américain (...)* Une partie des investissements américains, japonais, coréens et taiwanais qui auraient pu prendre la voie du Sud Est asiatique ou de la Chine sera réorientée vers le Mexique»

## LE JAPON

Un mot aussi sur le Japon. Bien qu'ayant

## Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire (2)

(Suite de la page 7)

des capacités industrielles beaucoup plus performantes que les autres Etats impérialistes, le Japon subit les mêmes affres de la crise. Profitant de la folie spéculative de ces dernières années les capitaux japonais se sont livrés à une orgie immobilière sans précédent. Le résultat est que même le système bancaire japonais, devenu le plus puissant du monde, a été totalement ébranlé. La bourse a fait une chute plus grave encore que celle de 87. Sur les 11 premiers mois de 1991, les faillites dans le secteur immobiliers (mais qui touchent toute l'économie japonaise) ont représenté environ 2606 milliards de yens (soit près de 20 milliards de dollars), soit 7 fois plus qu'en 1990. Dans ce secteur les banques ont prêté sans aucune retenue: 100.000 milliards de yens ont été distribués (environ 700 milliards de dollars). En 1991, les faillites des entreprises tous secteurs confondus ont été 60 % plus nombreuses que celles de 1990. Le taux de chômage officiel, mais il faudrait certainement le doubler, était de 2,1 en 91 et est prévu à 2,4 en 94, marquant une faible progression certes mais à laquelle il faut rajouter d'autres éléments qui indiquent que le prolétariat japonais passe lui aussi à la caisse. Le nombre des heures supplémentaires a chuté et le système de protection de l'emploi par l'entreprise est en train de prendre du plomb dans l'aile sous la poussée des contraintes matérielles qui obligent les entreprises à adapter le nombre de leurs travailleurs en fonction de rythmes de croissance qui ne sont plus comme avant toujours en forte augmentation! Malgré ces secousses le capitalisme japonais reste largement excédentaires dans son commerce international. En 1991, l'excédent de la balance commerciale était de 130 milliards de dollars et celui des paiements courants de 115 milliards.

La grande force du capitalisme japonais c'est, depuis ses îles isolées, de s'être imposé sur les continents américains et européens avec ses marchandises d'abord et avec l'implantation directe de ses usines après, et aujourd'hui d'être en première ligne pour la conquête du formidable marché de l'Asie et en particulier de celui de la Chine que le Japon a pris en assaut depuis Hong-Kong. Mais le Japon qui est hyper protégé du point de vue tarifaire voit aujourd'hui se dresser contre lui tous ses concurrents, bien décidés à lui faire ouvrir ses frontières aux produits américains et européens. Le Japon où les salaires ont atteint des niveaux trop hauts pour faire jeu égal avec les jeunes dragons d'Asie, devra donc faire face à l'hostilité grandissante de l'occident.

### L'ALLEMAGNE

Le troisième grand acteur de la concurrence capitaliste sur les marchés mondiaux est l'Allemagne. L'unification des deux Allemagnes rend difficile la lecture des chiffres statistiques pour estimer l'évolution du capitalisme allemand. En tout cas son impact sur les équilibres économiques mondiaux a été au centre de toutes les discussions des représentants des différents impérialismes. Le besoin gigantesque de capitaux de l'Allemagne a maintenu des taux d'intérêts élevés, provoquant la colère des américains inquiets pour leurs propres besoins en capitaux, en particulier ceux qui épongent la dette de l'Etat fédéral. La ruée sur le Mark, la force de l'industrie allemande, profitant à plein sur le marché intérieur des débouchés dans les nouveaux länders, a aussi bouleversé les équilibres monétaires au sein de l'Europe communautaire et démystifié par la même occasion la soit-disante «unité européenne». Il ne peut pas y avoir d'unité entre brigands défendant leur intérêt national, leur comptes nationaux, leur influence nationale sur les autres.

Pour donner une idée de l'effort de la réunification examinons quelques chiffres. L'Allemagne de l'Ouest a investi 9% de son PIB en 1990 (130 milliards de marks) et 11% en 1991 (165 milliards de marks). Pour faire face aux problèmes de la réunification le capital allemand a tenté d'en faire payer le prix aux prolétaires. Mais leur réaction a permis d'éviter le pire pour l'instant. Toutefois comme le note «Perspective Economique» de décembre 92: «Malgré la montée du chômage, la pression des salaires et des prix ne s'est toujours pas atténuée. En Allemagne occidentale, la dernière série de négociation salariales a abouti à une augmentation annuelle moyenne de 5,5 % (l'indice des prix, selon l'OCDE était en 91 de 3,8%, NDRL). Compte tenu de la faiblesse des gains de productivité et de l'appréciation de la monnaie, la hausse des coûts unitaires de main d'oeuvre (exprimé dans une monnaie commune) a été plus rapide que chez les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne».

La question des salaires, donc du taux de plus-value, et de toutes les questions qui touchent les conditions de travail des prolétaires, vont être au centre des préoccupations des capitalistes allemands. Le même «Perspective Economique» souligne que «La reprise de la croissance économique dépend très largement des négociations et du fait qu'elles se soldent par une moindre progression des salaires nominaux en 1993 et 1994, avec une modération correspondante des prix. (...)

«Les accords (salariaux, NDRL) prévoyant un alignement rapide des salaires de l'Allemagne orientale sur ceux de l'Allemagne occidentale ont exacerbé les problèmes de la compétitivité et du chômage à l'Est: les salaires y atteignent déjà 60% des salaires de la partie occidentale, alors que la productivité représente à peine un tiers environ du niveau observé à l'Ouest. En revanche, dans la République fédérative tchèque et slovaque voisine, les salaires ne représentent que 10% des niveaux de l'Allemagne occidentale, pour une productivité pratiquement identique à celle de l'Allemagne orientale. Par conséquent, même si bon nombre de pertes d'emplois dans les Länders orientaux ont été la conséquence inévitable de la restructuration économique, le rapide rattrapage des salaires a gravement entamé la capacité de l'industrie orientale de se développer dans un contexte d'économie de marché et de créer de nouveaux emplois».

En résumé, le capitalisme allemand, qui possède un marché imposant à l'Est que personne ne peut lui ravir en tant que leader, a suffisamment d'atouts en main pour rester la troisième puissance capitaliste du monde. Mais le prolétariat des deux anciennes parties devra subir une offensive acharnée des patrons allemands contre les salaires, pour augmenter les rythmes de travail et le patronat utilisera pour cela à fond la pression du chômage et les rouages de la paix sociale. Les prolétaires allemands doivent traverser une série de tempêtes, défendre leur unité et ne pas tomber dans les pièges ou du nationalisme et de la xénophobie et du racisme brutal ou des illusions démocratiques des porteurs de bougies.

### LEMARCHE ASIATIQUE

L'Asie est certainement le réservoir de l'accumulation capitaliste pour ces prochaines décennies, et depuis longtemps déjà tous les capitalistes du monde se sont rués sur cette région qui réunit tous les meilleurs facteurs pour une croissance forte. Le seul frein qu'ils ont pu trouver n'est pas celui de la «culture», raison qu'invoquent parfois les patrons ou grands commis d'Etat pour justifier leurs difficultés à s'implanter sur un marché ou pour masquer leur incompétence, mais celui de la stabilité sociale et politique

dans les différents pays et entre les pays eux-mêmes. L'empressement de l'impérialisme, notamment au travers de l'ONU, à éteindre les conflits locaux et les troubles intérieurs, est l'indice du niveau de sa convoitise sur cette région.

Pour être logique avec l'histoire et le développement passé et futur de cette région, il faudrait traiter la Chine ou l'Inde séparément, car avec ses 1.151,3 millions d'habitants, avec ses 370 dollars seulement de PNB par habitant et son immense étendue propice aux grands travaux d'infrastructures, la Chine constitue le réservoir principal de «consommateurs» de la zone Pacifique. Toutes les expériences de l'époque de Mao, en fait de grands bonds en avant, n'ont fait que reculer ou piétiner le pays sur le plan économique. L'accumulation de capital a été freinée par la succession d'erreurs en politique économique des grands penseurs maoïstes, voulant se baser sur la petite production - bien «populaire», donc «socialiste» dans leurs esprits troublés - pour lancer l'économie nationale dans une production industrielle qui nécessitait plutôt une grande concentration de capital et surtout la concentration des forces de travail spécialisées dans le moule du travail associé à grande échelle.

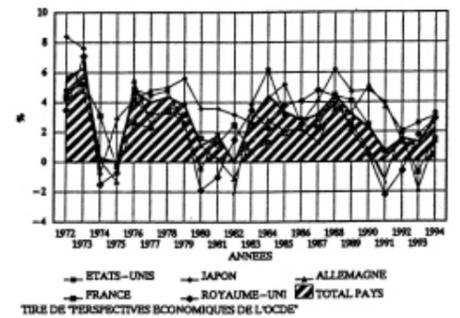
Il n'est pas pensable - les capitalistes le savent bien - que la Chine ait un dynamisme aussi percutant que les «petits» pays d'Asie. L'Etat doit assurer la stabilité sociale sur un immense territoire, c'est-à-dire actuellement, et avant qu'un jour peut-être la démocratie vienne changer les méthodes de maintien de l'ordre, maintenir le prolétariat sous sa terreur directe, et il doit construire son développement capitaliste sans qu'apparaissent des intérêts tellement contradictoires entre les régions du pays, qu'ils créent des tensions et des ruptures sociales et politiques, allant jusqu'à l'affrontement militaire. Il ne peut pas y avoir de développement capitaliste en Chine sans l'existence d'un Etat fort, peu importe pour les bourgeois d'occident qu'il s'appelle «socialiste» plutôt qu'autre chose, et la pénétration du capital étranger est conditionnée par cette apparente contradiction entre la liberté de circulation du capital et la surveillance de la population, et de la classe ouvrière en premier lieu, à l'aide du knout.

Sans être le plus important de la région, le taux de croissance de la Chine était pour la période de 1986 à 1991 de 5,4% en moyenne. Ce qui est plus significatif est qu'une part de plus en plus importante de cette croissance est due au développement, grâce aux capitaux étrangers, des zones franches aux alentours de Hong Kong, dont le produit, une fois terminé le mandat britannique, reviendra à la Chine (même si cela doit se faire dans la douleur). Ce qui est important c'est que ce taux s'applique à une masse économique absolue relativement importante et que l'uniformité du marché facilite - au moins potentiellement, car les explosions sociales peuvent au moins momentanément ralentir l'accumulation capitaliste - la pénétration du capital étranger. Le PNB y est de 400 milliards de dollars environ ces dernières années, soit moins de la moitié d'un pays européen comme l'Italie, mais si nous comparons avec celui de l'Inde, dont la population est du même ordre de grandeur que celle de la Chine, soit 854 millions d'habitants, qui est 287 milliards de dollars («Encyclopedia Universalis, les chiffres du monde 1991»), on s'aperçoit que les deux pays en sont globalement au même point de développement capitaliste. La différence se situe plutôt aujourd'hui dans la stabilité politique et sociale des deux pays. L'un, la Chine, est basé sur une entité nationale homogène du point de vue de la population qui la compose, l'autre est une poudrrière permanente, tant les tensions entre les différents peuples et castes héritées des sociétés archaïques qui le composent sont fortes.

Parmi les pays de pointe de la région, il y a bien sûr Hong Kong, dont le PNB par tête d'habitant est de 14.000 \$, pour une croissance moyenne entre 1986 et 1991 (source «L'Express» du 1 janvier 93) de 5,9%; dans le même panier on peut encore placer Singapour avec respectivement 12500 \$ et 7,6%,

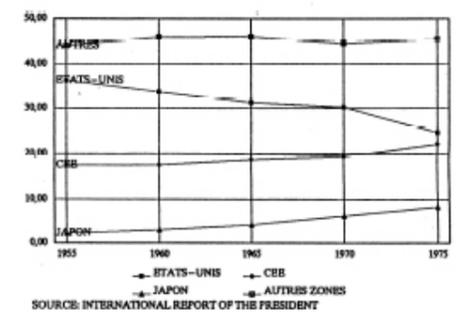
## Le capitalisme en graphiques

Croissance du volume du PIB des principaux pays capitalistes  
Pourcentage de variation par rapport à la période précédente



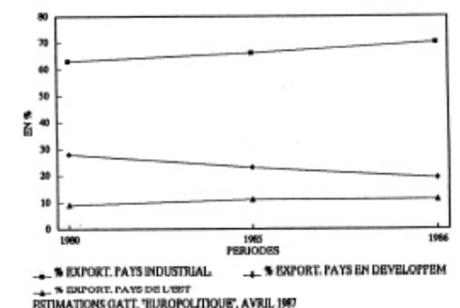
La croissance du PIB illustre la simultanéité des cycles économiques pour l'ensemble des pays capitalistes. On peut noter que les courbes des capitalismes anglo-saxons (EU et GB) et celles de RFA et du Japon forment deux groupes distincts.

### Répartition du PNB mondial



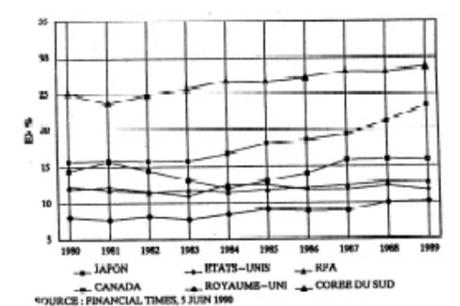
Ce graphique indique clairement que l'acuité de la concurrence entre impérialisme pour le partage du marché mondial. La part de l'impérialisme américain diminue tendanciellement au profit du Japon et de l'Allemagne.

### Répartition en valeur du commerce mondial par zones (en % du total mondial)



Les pays en développement ont été les premières victimes de la crise; endettés jusqu'au cou, leur économie est rentrée en léthargie. Par contre les exportations des grands Etats capitalistes ont pris une importance plus grande dans le marché mondial. Cette augmentation est due à l'accroissement des échanges entre les grands capitalistes, tendance confirmée depuis la crise de 74-75.

### Effort d'investissement en capital productif (en % du PIB)



(Suite en page de droite)

Taiwan avec 8800 \$ et 9,2%, la Corée du Sud avec 6200 et 10,1%. Ce sont les petits «dragons» d'Asie, dont l'économie entièrement tournée sur les produits d'exportation, à base d'une exploitation féroce des prolétaires, dépend de la croissance même des vieux pays capitalistes, E-U, Japon et Europe, mais qui sont aux premières loges pour développer le marché interne du Pacifique-Asie et surtout attaquer commercialement le marché potentiel de la Chine. Mais depuis peu, les bourgeois de ces propres pays se plaignent de la concurrence de leurs autres voisins, qui se permettent d'offrir aux capitaux internationaux, une main d'œuvre encore meilleure marché! Dans ce deuxième paquet, il faut placer les pays suivants: Malaisie avec 2550 \$ par tête d'habitant, mais un taux de croissance de 7 %, l'Indonésie, avec respectivement 595 \$ et 6,2 %, la Thaïlande, avec 1600 \$ et 9,6%, les Philippines avec 670 et 4,1%, enfin le Vietnam avec 250 \$ et 4,6%, dont l'ouverture du marché, encore timide, est prometteuse de belles affaires pour les capitalistes, notamment américains et français qui essaient de s'en faire de nouveau une tête de pont privilégiée en Asie.

En règle générale il y a un rapport correspondant entre la production nationale brute par habitant d'un pays et le niveau des salaires. Dans la mesure où la stabilité politique et sociale est garantie, le capitaliste préférera toujours investir là où le coût de reproduction de la force de travail est le plus faible, le taux de plus-value y est le plus haut. A ce hit-parade, la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie commencent effectivement à supplanter les 4 plus vieux dragons.

**ENCONCLUSION**

Le capitalisme est entré dans une phase de tourmentes où toutes les positions acquises de la dernière guerre sont remises en questions. Le taux de profit étant tendanciellement à la baisse c'est le prolétariat qui sera soumis pour une longue période aux pressions du capital pour sauver ce qui peut l'être des profits. On ne peut toutefois pas identifier la période de 1929 à celle d'aujourd'hui, autant sur le plan politique qu'économique. Le capitalisme parvenu à une phase de développement très poussé de l'impérialisme, a accumulé suffisamment de réserve, développé une quantité incroyable de moyens de défense économiques et financiers, usé tellement à merveille de tous les rouages de la démocratie et de ses serviteurs parlant au nom de la classe ouvrière, qu'il a aujourd'hui encore la possibilité d'amortir les chocs, d'égaliser les à-coups. Mais répétons-le cette possibilité que lui donne son stade de développement extrême, se retourne d'une autre manière contre lui. Les chocs, les chutes brutales sont peut-être tempérées, mais à un prix de plus en plus fort à payer pour l'avenir.

Que va-t-il en être pour ces prochaines années?

Une chose est certaine, le chômage ne baissera pas, même si les économistes bourgeois espèrent une reprise de l'activité économique. Le taux de chômage dans les pays industrialisés passera de 7,7% en 92 à 8% en 93. Dans la CEE il devrait atteindre le chiffre de 11%, soit 8,5% en Allemagne et entre 10,5 et 11,5% pour la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. Devant le risque d'une telle situation, le FMI est intervenu en direction de l'Allemagne pour la sommer de baisser ses taux d'intérêts, ce qui vient d'ailleurs d'être fait au grand soulagement de tous ses concurrents qui pour défendre leur monnaie devaient aussi monter les taux et rendre très cher le crédit aux entreprises déjà très endettées.

Les dernières prévisions du FMI sur la croissance des pays pour l'année prochaine ont été revues à la baisse. Le taux de croissance moyen du monde industrialisé est prévu à 2,3% (rappelons qu'il faut au moins 3% pour stabiliser l'emploi), la CEE est à 1%, le Japon à 2,4%, les Etats-Unis à 3% et les pays en développement, qui n'ont en-

core qu'une faible accumulation de capitaux, à 5,7%. Par contre pour les pays de l'Est, après une série d'années noires, la chute continue, il est prévu une baisse de croissance de 5,4%. L'Allemagne réunifiée est à 0,6% de croissance seulement, la France à 1,5%. Depuis que ces chiffres sont parus, ils ont encore été revus à la baisse, devenant pour certains pays négatifs.

Ce qu'il faut noter c'est que tous les capitalismes se tournent encore vers les EU pour voir s'ils sont capables de jouer le rôle de locomotive comme en 83-84.

Pour conclure et avant de regarder quelques courbes illustrant tout ce que nous venons d'expliquer, il faut rappeler que la

crise capitaliste, qui n'a épargné aucun capital particulier et qui a fait exploser tout le blocs de l'Est vivant sous une apparence trompeuse de stabilité, aura eu comme effet d'une part de faire subir au prolétariat une vaste offensive pour lui arracher plus de plus value et d'autre part de bouleverser les équilibres et les rapports de forces entre les puissances impérialistes. La première de ces conséquences pose le problème brûlant de l'organisation de la classe et la deuxième celui du passage de l'affrontement économique à l'affrontement militaire entre les nouveaux blocs impérialistes.

Marx disait dans le «manifeste» que «Les rapports bourgeois sont devenus trop

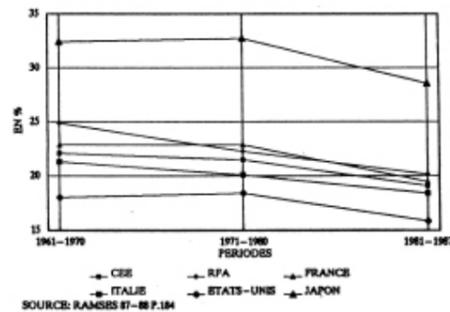
étroits pour contenir les richesses qu'ils ont créées. Comment la bourgeoisie surmontera-t-elle ces crises?. D'une part en détruisant par la violence une masse de forces productives, d'autre part en conquérant de nombreux marchés et en exploitant à fond les anciens. Quels sont les effets? La préparation de crises plus générales et plus puissantes; ce qui revient à diminuer les moyens de les éviter»

C'est bien ce qui se passe aujourd'hui encore et c'est pourquoi il est urgent pour les prolétaires de réapprendre les rudiments de la lutte de classe et de se porter en avant comme une classe unique contre le capital et ses valets. (A SUIVRE)

**Le capitalisme en graphiques**

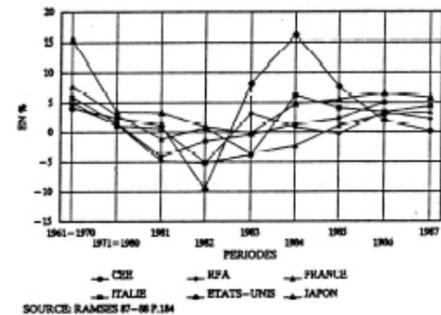
Ces courbes montrent le dynamisme des jeunes capitalismes comme la Corée du Sud, dont l'investissement productif se situe entre 25 et 30 % du PIB et les capitalismes usés comme la GB qui arrive péniblement à 10% en 88/89 ou les EU qui plafonnent à 12% environ. Il faut remarquer que le Japon malgré une accumulation déjà énorme de capital a augmenté ce pourcentage de 7% environ en 9 ans.

**Croissance de la formation brute de capital fixe (Variation annuelle en %)**



La croissance de formation de capital fixe montre toujours les rythmes d'accumulation plus grand du Japon sur ses concurrents, mais reflète aussi le cours cahotique de l'accumulation aux EU! Ce cours cahotique est propre à un capital dopé par les artifices de la politique monétaire et budgétaire. Il indique aussi que le marché américain (le plus grand marché pour les concurrents) dicte aux autres ce même cours, surtout dans le secteur I des équipements d'exploitation. On comprend que l'Europe veuille se protéger de ces puissantes variations en développant un marché intérieur plus vaste et homogène.

**Croissance de la formation brute de capital fixe (Variation annuelle en %)**

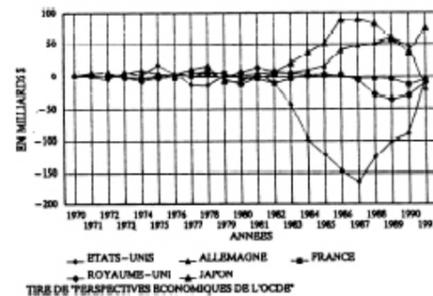


Dans ce graphique on peut mettre en évidence le cours univoque des grands pays capitalistes dans les investissements en capital fixe, pour les grandes périodes, et avec les différences que nous avons déjà vues entre le Japon et les autres.

**SOUSCRIPTION PERMANENTE 4ème liste 1993**

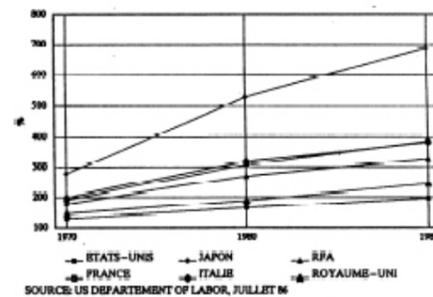
A.B.: 300,00 / Anonyme: 100,00 / Bouches du Rhône: 200,00 / Roger: 1000,00 / Yvon: 100,00 / A la fête: 73,00 / Manuel: 453,00 / Paris: 500,00. Total liste: 2.726F. Total général: 6.863F

**Balances courantes (En milliards de dollars)**



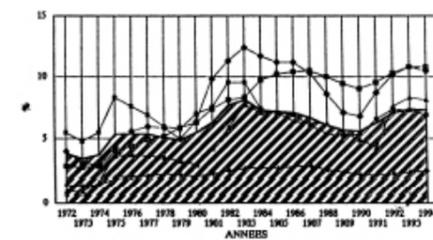
Jusqu'en 1980-81, les balances commerciales des plus grands pays capitalistes étaient relativement équilibrées entre elles. Mais au début des années 80, les écarts se sont sensiblement creusés, faisant apparaître de profonds écarts entre les échanges et déséquilibres entre pays. Ces déséquilibres signifient en réalité des antagonismes, exacerbations de la guerre commerciale, tensions entre les divers impérialismes, etc.

**Indice de la productivité manufacturière (Production par heure-personne, 100=1960)**



Autre indice marquant les déséquilibres croissants entre grands impérialismes: celui de l'évolution de la productivité du travail, c'est-à-dire celui du taux d'exploitation de la force de travail. Les EU dont l'appareil de production n'a pas suivi les mêmes rythmes d'accumulation que ses concurrents se retrouvent à la traîne. Le Japon grâce à sa forte accumulation de capital et à une exploitation poussée de son prolétariat, éduqué pour produire et seulement produire, pour défendre la qualité du travail accompli, etc. a une productivité qui monte en flèche

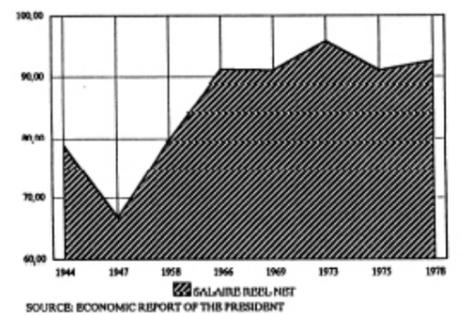
**Taux de chômage des principaux pays (Pourcentage de la population active totale)**



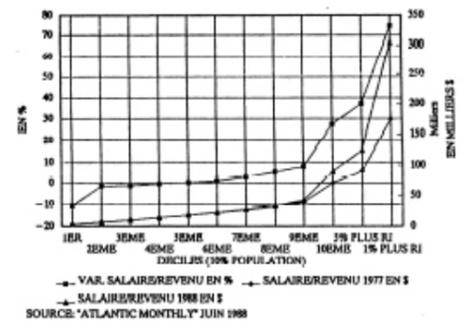
Le chômage est aujourd'hui irréductible. Il continue de croître et tend en Europe vers

les 10% de la population active, et si on devait prendre en compte dans ces statistiques tous ceux qui ne sont pas comptabilisés comme chômeurs, le taux de chômage serait bien plus grand encore.

**Salaires réels hebdomadaires aux Etats-Unis (En dollars 1967)**



**Evolution salaire/revenu aux Etats-Unis en % et \$ (Période considérée de 1977 à 1988)**



Les deux graphiques ci-dessus montrent à l'évidence la fin du rêve américain. Depuis 1966, les salaires (des travailleurs occupés) n'ont pas augmenté en terme réel jusqu'en 78. Pour la période 77/88, les salaires/revenus de la moitié des américains ont soit diminué soit sont restés stables (pour le 5ème décile). Par contre pour la moyenne et haute bourgeoisie les revenus ont fait un bond en avant, tout particulièrement pour le 5% et le 1% des plus riches américains.

**IL COMUNISTA No 36 / Aprile 1993**

- La borghesia italiana, il pasticcio referendario e il governo forte
- La Jugoslavia è il mondo, la mistificazione dell'umanitarismo imperialista
- La ripresa delle lotte è la condizione indispensabile per la difesa degli interessi immediati e di classe dei proletari
- Punti sulla questione della lotta immediata e degli organismi proletari indipendenti (II)
- Il capitalismo sovietico in crisi (III)
- Germania: dopo la sbornia democratica, l'offensiva brutale
- La «cooperazione italiana» all'estero
- Lo sciopero dei minatori in Polonia
- China: sulle tracce della Thatcher
- Sangue contaminato: è il capitalismo che avvelena

# Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

## CANADA

Les 80 travailleurs de la mine «Giant» de Yellowknife (la capitale de la province des Territoires du Nord-Ouest) sont en grève depuis le 23 mai 1992. Dans cette mine les conditions de travail sont particulièrement dures; depuis le début de l'exploitation 16 mineurs y ont laissé leur vie et depuis le début de l'année 92 jusqu'au déclenchement de la grève il n'y avait pas eu moins de 81 accidents du travail... Mais si les conditions de travail sont dures, la répression patronale et étatique ne l'est pas moins. La direction de la compagnie a fait appel à une centaine de briseurs de grève: «Ces *scabs* se font frayer l'entrée par une armée de Pinkertons [vigiles], de chiens d'attaque et de flics de la GRC» et selon le président de la section locale du syndicat des mineurs: «Yellowknife est comme une ville assiégée» (1). Grâce au recours aux briseurs de grève la production de la mine a repris et atteint environ 60% de son niveau habituel. En dépit de la protection des flics et des vigiles, à l'automne dernier une charge explosive faisait sauter une voiture transportant des jaunes, causant la mort de 9 briseurs de grève.

Cette action violente a bien sûr provoqué l'indignation de la bourgeoisie et de ses valets. Elle a aussi entraîné un renforcement du harcèlement policier contre les piquets de grève. Les flics ont lancé un appel à la délation en direction de la population et

se sont adressés aux experts du FBI américain pour dresser le profil psychologique du responsable du dynamitage des briseurs de grève.

Cependant la détermination des mineurs grévistes ne paraît pas faiblir dans un combat qui a tout à fait l'allure des dures grèves des mineurs américains d'il y a plusieurs décennies (voir le film: «Matewan, la révolte sanglante»): le capitalisme nord-américain a beau s'être énormément modernisé depuis cette époque, il n'a pu faire disparaître l'affrontement brutal entre les classes. Au contraire la lutte des classes ne peut que resurgir dans toute sa force quand la période de prospérité économique disparaît sans espoir de retour. Les grévistes ont lancé un appel à la solidarité politique et financière des travailleurs canadiens. **Leur adresse: C.A.S.A.W. Local 4, Box 1628, Yellowknife, NWT, X1A 2P2 (CANADA).**

## GRANDE-BRETAGNE

La grève à l'usine Timex de Dundee (Ecosse), dont nous avons parlé dans le n°420 (mars-avril) du «Proletaire» est entrée dans une phase décisive. Rappels que la direction avait licencié tout son personnel (340 personnes, en majorité des femmes) au bout de trois semaines de grève contre 140 mises à pied pour 6 mois en raison d'une baisse d'activités. Sur les conseils du syndicat qui assurait pouvoir combattre la décision patronale devant les tri-

bunaux, les employés venaient de reprendre le travail lorsqu'ils furent tous licenciés. La direction, qui se sentait en position de force, voulait faire accepter de nouvelles exigences: augmentation du temps de travail et forte diminution des salaires (les salaires ouvriers étant jusqu'alors de 132 livres par semaine, soit un peu plus de 5000F par mois). Pour faire tourner l'usine elle a embauché des jaunes, transportés dans des cars jusqu'à l'intérieur des locaux, le visage masqué par des cagoules pour ne pas être reconnus, tandis que la police tient à distance les piquets de grève. Les grévistes maintiennent une présence permanente, 24 heures sur 24 sous l'inscription «*Intifada*». Ils ont reçu un soutien de la population lors de manifestations et autour de leurs piquets, à la grande colère de la direction qui n'a pas réussi à établir l'identité de ces personnes «étrangères au conflit» pour pouvoir les poursuivre en justice selon les lois britanniques. La direction s'est plaint devant une commission parlementaire que les lois du travail en Grande Bretagne (il s'agit d'une compagnie américaine) étaient trop libérales (sic!): elle préconise l'interdiction pure et simple des piquets de grève de masse et la possibilité de changer les contrats de travail. Autrement dit accorder aux patrons la possibilité de faire tout ce qu'ils veulent et interdire aux ouvriers de se défendre. Mais comme le faisaient remarquer devant cette même commission les bonzes syndicaux il y a un risque d'un «*retour de con-*

*flits du travail de type combatif*» avec ce genre d'attitudes...

Face à cette effroyable perspective, les pompiers sociaux du syndicat AEEU se sont entremis avec les patrons pour mettre fin au conflit. Ils ont désavoué les piquets - pour respecter une loi de 1990 qui rend les syndicats juridiquement responsables en cas d'«atteinte à la liberté du travail» - ce qui privait les organisateurs locaux de toute protection légale et donnait le feu vert à la direction pour entamer des poursuites (on voit que celle-ci avait bien tort de se lamenter: peu importe le «laxisme» des lois quand on dispose de dévoués larbins syndicaux).

Mais en dépit des pressions de toutes sortes (arrestations, présence policière, menaces de fermeture de l'usine, menaces d'emprisonnement des leaders), les grévistes de Timex refusaient au début du mois de juin l'accord élaboré entre patronat et bonzes syndicaux qui prévoyait une baisse de «seulement»... 27% des salaires! Après la démission du patron de l'usine de Dundee - pour «raisons personnelles»... - un représentant de la direction américaine se déplaçait spécialement à la mi-juin pour prendre contact avec les grévistes; il déclarait que l'usine serait fermée à la fin de l'année si les travailleurs n'acceptaient pas les conditions patronales.

(1) D'après la revue québécoise «*Mobilisation*» à laquelle nous empruntons toutes ces informations.

## A Carmaux, le front unique des adversaires de la lutte prolétarienne

Les mineurs de Carmaux sont confrontés depuis plusieurs années à des réductions d'effectifs. En Juin 91 la direction de la mine à ciel ouvert de la Découverte annonçait la suppression de 344 emplois sur 600. Comme il est de règle un «plan social» était mis sur pied qui devait s'achever à la fin du mois de mai.

A cette date 70 travailleurs concernés environ restaient en plan, sans solution de reclassement. Au début du mois de mai, 22 étaient mis en demeure d'accepter un «congé individuel d'adaptation professionnelle» (c'est-à-dire de quitter la mine avec 60% de leur salaire pendant un an, période qui devrait leur permettre de retrouver un hypothétique emploi) ou d'être purement licenciés. Les travailleurs ont riposté en organisant des délégations massives, des barages de route avec leurs engins, ce qui a occasionné des heurts avec des forces de police particulièrement agressives et brutales.

Depuis le début les mineurs ont fait preuve d'une indéniable combativité; mais cette combativité a été orientée par les organisations collaborationnistes qui dirigent le mouvement vers des actions médiatiques mais sans lendemain, vers des initiatives interclassistes où ce qui est recherché ce n'est pas la solidarité de classe des travailleurs mais l'union de toutes les «forces vives» de la région (par exemple un référendum local pour la poursuite de l'exploitation du charbon), vers des démarches inévitablement stériles auprès des autorités et des élus. «Rouge» du 27/5/93 qui décrit la lutte des mineurs, voit dans cette orientation catastrophique qui ne peut mener qu'à la défaite, une «*mobilisation exemplaire*».

Aveuglement des trotskystes de la LCR? Non, résultat d'une politique systématique de suivisme vis-à-vis des appareils réformistes - farouchement opposés à tout ce qui ressemble à la lutte de classe - qui conduit nécessairement nos pseudo-communistes révolutionnaires à tourner le dos à la

défense des intérêts prolétariens. Et pour les lecteurs qui penseraient que nous exagérons, citons ce même n° du journal de la LCR où l'on apprend que depuis 1991 il s'est créé à Carmaux un collectif d'organisations politiques et syndicales, regroupant les 5 syndicats de la mine et les partis suivants: PCF, PS, LCR et... UDF (le Front Unique enfin réalisé: mais c'est le front unique des adversaires de la lutte ouvrière) qui a été réactivé devant la flambée de lutte des travailleurs. Et lors de la réunion, nous dit «Rouge»: «*Pour ce qui concerne la LCR, son représentant s'est adressé aux autres organisations considérant, certes, que l'existence de ce collectif était une bonne chose [sic!], mais encore fallait-il en préciser les bases [!]. D'autant plus (...) que le bilan depuis 1991 se soldait par un échec (...). Et de ce point de vue le grand écart des organisations qui localement «soutiennent» les mineurs, mais nationalement par le biais de leurs représentants s'acharnent à les enfoncer, devient de plus en plus insupportable [!!!]. Le PS et la droite se sont sentis concernés.*

Après cette terrible critique, les farouches révolutionnaires de la LCR se seraient même sentis «en droit de s'interroger sur l'utilité du maintien du collectif», surtout que «pendant la campagne électorale (re-sic!), seuls la LCR et le PCF ont repris et développé les orientations du collectif en matière d'industrialisation et d'exploitation du charbon» (quant aux orientations en matière de **résistance à l'exploitation capitaliste**, personne ne les a reprises, ni pendant la campagne électorale ni en dehors de celle-ci, et d'abord cela ne faisait pas partie des orientations du collectif). Malgré cette grosse colère, il n'était bien sûr pas question que la LCR abandonne ce collectif anti-lutte (et la place qu'elle a gagnée à la table des emboîneurs de la classe ouvrière); au contraire elle a contribué une fois encore à ce qu'il continue son oeuvre - qui, loin d'être un «échec» a été un **succès** pour les patrons, la

bourgeoisie et la collaboration des classes - en... signant un énième «*communiqué commun pour l'exploitation optimale* (du charbon)»!...

La seule base **affirmée** ouvertement pour l'existence de ce front réunissant bourgeois giscardiens, bonzes syndicaux, réformistes de toutes les couleurs et trotskystes, ce n'est évidemment pas la défense des travailleurs, mais la **défense de l'exploitation du charbon** - la défense donc d'un intérêt éminemment **bourgeois**; mais sa base réelle est bien moins la défense de cet intérêt, au grand déplaisir de la LCR et du PCF, que la pure et simple défense de l'**ordre** et de la **paix sociales**, en faisant croire aux mineurs qu'ils peuvent compter sur la solidarité de toutes les classes et de leurs représentants politiques.

Et, toujours selon «Rouge» (de honte?), lorsque le représentant de l'UDF a affirmé que si le ministre répondait négativement, il faudrait «*entrer dans l'action*», les autres présents auraient «*sourit*» et «*même le PS a trouvé ça gros: c'est dire!*». Il est compréhensible que toutes ces canailles anti-prolétariennes, dont la fonction sociale est de mener en bateau les travailleurs, sourient quand le bourgeois néophyte s'essaie à reprendre leur démagogie. Ce qui serait par contre parfaitement incompréhensible, c'est que de véritables révolutionnaires communistes non seulement assistent à cette répugnante mascarade sans dégueuler aussitôt, mais encore y collaborent activement: la LCR fait ainsi, s'il en était besoin, la démonstration qu'elle n'est ni révolutionnaire, ni communiste, qu'elle n'est pas du côté des prolétaires, mais du côté de leurs exploités et de leurs agents.

Quand les prolétaires se seront persuadés que la seule solution pour se défendre est la lutte ouverte et intransigeante, il leur faudra commencer par faire le ménage dans leurs propres rangs pour se débarrasser de tous ces faux amis. Rira bien qui rira le dernier!

## La longue lutte des travailleurs de Sopalin

( Suite de la page 6 )

Nous nous sommes attardés sur ce long conflit de Sopalin car il est exemplaire. Il démontre que la combativité et la détermination, indispensables à la lutte, ne suffisent pas si les prolétaires n'arrivent pas à battre en brèche l'influence désastreuse des partisans de la collaboration avec les autorités et le patron, s'ils n'arrivent pas à prendre en main la direction de leur lutte. Et pour cela la seule spontanéité sera toujours insuffisante: il y faut l'organisation classiste préalable des prolétaires les plus conscients des intérêts généraux (et pas seulement catégoriels et immédiats) de leur classe. Cette organisation ne tombera pas du ciel. Elle naîtra des expériences tirées des conflits comme ceux de Sopalin et des bilans qui en seront dressés par une avant-garde de militants ouvriers. Elle devra être préparée de longue main par le travail des militants révolutionnaires prenant le contre-pied du travail capillaire des militants de la paix sociale et de la défaite ouvrière. Ce n'est qu'ainsi que les conflits même les plus longs ne seront pas voués à la défaite, et que la classe ouvrière y puisera la force pour passer à la phase supérieure de la lutte révolutionnaire au lieu d'y trouver de nouveaux motifs de résignation.

(1) En décembre la CGT sablera le champagne lorsque les tribunaux «suspendront» la procédure de licenciements. La suite montrera ce que valait cette suspension.

(2) La Direction sera incapable de fournir un quelconque plan comme le demandait l'expert désigné par le C.E. et les injonctions des tribunaux! La décision de réorganiser avait été prise au siège américain et les Directions locales n'étaient que des exécutants.

(3) cf «*Paris Normandie*», 16/2/93.

(4) cf «*P.N.*», 16/4/93.

(5) cf «*P.N.*», 5/5/93.